

Tél. : 037 76 28 20 / 037 76 99 85

Fax : 037 66 07 71

BP 178 Quartier administratif

**Président**

Ahmed Lahlimi Alami  
Haut Commissaire au Plan

**Création, rédaction en chef**

Ahmed El Kohen Lamrhili

**Comité scientifique**

Mustapha Afkir  
Abdelhak Allalat  
Jamal Bourchachen  
Mohammed Doudich  
Ali El Akkaoui  
Mourad Guerouani  
Abderrahmane Haouach  
Ahmed Jmila  
Ahmed Ibrahimi  
Abdellatif Lfarakh  
Abdelaziz Maalmi

**Editeur**

**CND**

(Centre National de Documentation)

Tél. : 037 77 10 32 / 037 77 09 84

037 77 30 08

Fax : 037 77 31 34

Haut-Agdal, Rabat

**Dépôt légal**

2004/0139

ISSN 1114-8411

**Publication**

Haut Commissariat au Plan

E-mail :

cahiersduplan@yahoo.fr

Site : www.hcp.ma

**Pré-presse**

Diwan 3000

Tél. : 037 68 16 96 / 97, Rabat

**Imprimerie**

El Maârif Al Jadida

Tél. : 037 79 47 08 / 09, Rabat

# s o m m a i r e

**Distanciation et engagement**

**Le chercheur en sciences sociales et le politique :  
Quelles articulations ?**

Mohamed El MANAR LAALAMI ..... 4

**Le triangle croissance économique, inégalité, pauvreté :  
Synthèse des controverses**

Khalid SOUDI ..... 18

**Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision  
de l'emploi : Cas du Maroc**

Jamal BAKHTI ..... 31

**The social dimension of health in Morocco**

Abde-llah YAAKOUBD ..... 43

Les Cahiers du Plan publient les articles dans la langue où leurs auteurs les ont rédigés. Le contenu de ces articles n'engage que leurs auteurs. Des extraits de cette publication peuvent être consultés sur le site du Haut Commissariat au Plan : www.hcp.ma

## Distanciation et engagement

### Le chercheur en sciences sociales et le politique : Quelles articulations ?

- « *Bien que nous soyons assurés maintenant qu'il n'y a pas de certitude future, et qu'il ne peut y en avoir, des conceptions du futur peuvent cependant influencer la façon dont les humains agissent dans le présent* ». « Ouvrir les sciences sociales », Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales, présidée par Immanuel Wallerstein, 1996, p.106.
- « *Aucun de ces domaines (Objectifs du Millenium pour le Développement) ne relève exclusivement des sciences sociales, mais sans celles-ci, aucun n'est pleinement intelligible ou accessible à l'action* ». (Forum International sur les Interfaces entre Sciences Sociales et Politique. Argentine et Uruguay, 20-24 février 2006, Déclaration de Buenos Aires).



***L'article suivant se veut une contribution modeste à la discussion qui a lieu autour de la problématique des interrelations entre sciences sociales et prise de décision.***

***Plusieurs événements ont donné une impulsion et une orientation déterminantes à cette problématique et ont mis à l'ordre du jour son importance.***

Par El Manar Laalami Mohamed  
Professeur à l'INSEA

Au niveau international, il y a lieu de signaler, entre autres, le cadre institutionnel créé par l'UNESCO, consacré aux sciences humaines et sociales, le programme baptisé MOST (1994) consacré à la « gestion des transformations sociales », et le Forum consacré à la discussion sur « les interfaces entre sciences sociales et politiques sociales » (2006). Les réflexions formulées dans cet article se réfèrent aux débats et publications réalisés sous l'égide de l'UNESCO et aux résultats qui en découlent.

Au niveau national, la publication du « Rapport du Cinquantième » (2006) et la publication récente par le Haut Commissariat au Plan (2007) des « Actes du

Forum II » sur « La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir » (« Prospective Maroc 2030 ») reflètent une articulation réussie entre la sphère décisionnelle et les sciences sociales.

Ces exemples montrent que le rapprochement entre les sciences sociales et le politique est possible. Ils sont riches en significations et en implications. Ils montrent que « l'ouverture » réciproque est possible. Ils permettent l'orientation des sciences sociales vers plus d'implication dans le processus d'étude des transformations sociales en cours, d'analyse rétrospective du développement et d'anticipation de l'avenir.

L'auteur adhère au postulat de base, selon lequel la méconnaissance des mécanismes à l'origine des problèmes sociaux et des capacités à les infléchir représente un défi que les deux sphères doivent relever, car le déficit de connaissance laisse le champ libre aux préjugés, dogmes, bon sens fallacieux.

En se basant sur quelques contributions majeures relatives au débat (voir la bibliographie), l'article propose quelques réflexions et met un accent particulier notamment sur les aspects suivants :

- La dimension utilitaire est une dimension constitutive des vocations des sciences sociales. La dimension humaniste, quant à elle, transcende les paradigmes qui, eux, changent dans le temps.
- La nécessaire articulation entre « la sphère du savant » et celle du « politique » est au centre de la problématique relative à « l'interface entre sciences sociales et décision politique ». Cette articulation est liée – chez le chercheur –, selon notre point de vue, à une posture cognitive, à des attitudes et à un comportement caractérisés par « la distanciation et l'engagement ».

Si la documentation ne manque pas, elle est à dominante théorique et bien des aspects nécessitent un approfondissement, notamment en ce qui concerne des études de cas sur l'usage que font les décideurs du savoir produit par les sciences sociales, le cadre institutionnel...

### Sciences sociales : un projet scientifique et une dimension humaniste

La genèse des sciences sociales et leur constitution en tant que disciplines autonomes semblent avoir obéi – dans une perspective historique – au principe de différenciation et de spécialisation, en se séparant notamment de la science mère – la philosophie et en s'affranchissant des différentes tutelles. La genèse (l'espace intellectuel et culturel de référence : le XIX<sup>e</sup> siècle) pourrait être vue sous un double aspect. Elles sont nées comme conséquence et comme réponse aux défis qu'imposent les transformations économiques (révolution industrielle, l'avènement de l'économie

de marché et du capitalisme), politiques (révolution française), sociales (l'avènement du salariat et du prolétariat, le phénomène de paupérisation), démographiques (l'exode rural, l'explosion démographique) et spatiales (l'urbanisation).

La première version des sciences sociales institutionnalisées dans les pays industrialisés avait pour objectif de promouvoir des politiques sociales (réformes) adaptées à la résolution des problèmes sociaux liés aux problèmes susmentionnés.

Dès leur naissance, une vocation utilitaire et instrumentale leur a été assignée.

On peut lire à ce sujet dans I. Wallerstein (« Ouvrir sciences sociales » 1996) :

« Le besoin de l'État moderne de disposer d'un savoir plus exact sur lequel fonder ses décisions a conduit à l'émergence de nouvelles catégories de savoir dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. (Wallerstein 1996, p. 20-21).

« Mais si l'on souhaitait organiser et rationaliser le changement social, il fallait d'abord en étudier et en comprendre les règles et mécanismes. Il n'y avait pas seulement un espace intellectuel mais un profond besoin social pour ce que nous avons fini par appeler les sciences sociales. De plus, l'idée semblait se répandre que, si l'on voulait organiser un nouvel ordre social sur une base stable, la science la plus exacte (ou « positive ») serait sans doute la meilleure. » (*idem*, p. 23)

Si les sciences sociales étaient, de par leur genèse, « la tentative dans le monde moderne de développer une connaissance séculière systématique du réel, validée empiriquement d'une quelconque manière » (*idem*, p. 120), leur mission première à notre époque serait : « d'imaginer et d'évaluer les futurs possibles et les modalités de leur réalisation » (p. 18).

Le champ théorique, quant à lui, est caractérisé par la coexistence de différents courants théoriques, paradigmes, de différentes interprétations d'un monde incertain, complexe et en changement perpétuel. Les paradigmes développés à cet effet changent à travers le temps, mais on peut dire, en paraphrasant I. Wallerstein (1996), que l'esprit dominant en sciences sociales était humaniste, il l'est encore et il restera humaniste.

## Science et humanisme

L'objectif poursuivi par la science en général consiste en un effort de décryptage (compréhension, explication) du monde matériel et immatériel, à base de rationalité et de détachement affectif.

L'objectif consiste aussi à parvenir, par une action sur le monde matériel et immatériel (connaissance, savoir...), à une meilleure maîtrise du monde, une maîtrise tant conceptuelle que matérielle. La finalité ultime devrait être pour la science en général de créer les conditions susceptibles de réaliser les conditions du bien être.

Le projet des sciences sociales s'inscrit dans cette même optique. La finalité est de rendre les faits sociaux et le monde social intelligibles. Elles visent à comprendre et expliquer les faits sociaux, les faits liés à la vie en société, pour pouvoir par la suite agir en vue de créer les conditions susceptibles de réaliser le bonheur de l'homme ici-bas et d'améliorer les conditions de son existence. Dans ce sens, les sciences sociales ont dès leur naissance une dimension humaniste. L'humanisme consiste à mettre l'être humain au centre des préoccupations.

## Des paradigmes qui changent sur une toile de fond humaniste

Un « paradigme » est un concept philosophique. Il relève de la « philosophie des sciences » (l'épistémologie). Un paradigme désigne en épistémologie la conception de la science dominante à une époque donnée, largement partagée par la communauté scientifique (chercheurs et décideurs).

En tant que courant de pensée, il désigne aussi un discours, un cadre conceptuel et théorique, et une posture cognitive et opérationnelle.

Le paradigme définit les problèmes et la manière de les résoudre : il oriente la réflexion, l'identification des problèmes et des solutions susceptibles de contribuer à les résoudre. L'auteur qui a introduit le terme de paradigme est Thomas Kuhn, l'un des philosophes et historiens des sciences. L'idée est que la science n'évolue pas sous la forme d'un progrès linéaire mais par révolutions successives, par changements de paradigme. La science, vue dans le long terme,

développe à mesure qu'elle progresse, une autre vision de l'univers et une autre façon de faire de la science.

Vu dans le long terme, les heures de gloire des paradigmes sont datées. Mais ils ne disparaissent pas pour autant. Un exposé succinct sera fait dans ce qui suit sur des paradigmes contemporains pour étayer ces propos.

### *Le paradigme de la modernisation*

Une des hypothèses idéologiques du monde moderne a été basée sur le changement constant, appelé « Progrès ».

La thèse centrale de la modernisation était qu'il existe un schéma commun de développement de toutes les sociétés/peuples, mais que ces entités se trouvaient à des étapes différentes de ce schéma. Le développement des sociétés s'inscrit selon ce paradigme dans le cadre d'une « théorie de la convergence » : l'Histoire est « finaliste » et « unilinéaire », toutes les sociétés se dirigent vers une seule fin, qui serait le même point d'arrivée pour toute l'humanité. On retrouve dans cette vision des choses qui dominaient sur « le marché des paradigmes » pendant les années 60 et 70 du siècle dernier, l'influence de l'évolutionnisme tel qu'il fut énoncé au XIX<sup>e</sup> siècle.

En termes de politiques publiques, cela se traduit par une préoccupation mondiale pour le « développement », terme désignant le processus par lequel un pays avance dans le schéma universel de modernisation.

Du point de vue organisationnel, l'engagement politique des États pour « le développement » devint l'une des principales justifications de l'octroi de fonds publics à la recherche en sciences sociales.

L'esprit du temps oblige, en prenant les sciences naturelles pour modèle, quelques unes des sciences sociales ont nourri trois types d'ambition: une ambition de prédiction ; une ambition de régulation ; lesquelles reposaient elles-mêmes sur une ambition de précision quantifiable.

« Au total, dans la période 1945-1970, les conceptions en sciences sociales qui étaient dominantes en Europe et en Amérique du Nord le restèrent aussi dans le monde non occidental. Elles utilisèrent leurs avantages économiques ainsi que leur prééminence spirituelle

pour propager leurs conceptions en tant que science sociale de référence. De plus, cette mission de la science sociale occidentale s'avéra extrêmement attirante pour les chercheurs du reste du monde qui, en adoptant ces vues et pratiques, se voyaient rejoindre la communauté universelle de la recherche. (I. Wallerstein 1996, p. 76-77).

### **Le « développement humain durable »**

Le « développement durable » est défini (depuis le rapport Brundtland 1987) comme un développement qui répond aux besoins du présent, celui des générations actuelles, sans compromettre la possibilité des générations futures de pouvoir répondre à leurs propres besoins.

Le « développement humain durable » s'est imposé comme le paradigme dominant actuellement en matière de développement économique et social. Il traduit une préoccupation humaniste et écologique. La dimension écologique a été consacrée depuis le sommet de la terre.

Dans son acception globale, le concept désigne une conception philosophique, un état d'esprit, une posture cognitive ayant une connotation humaniste commune aux différents chercheurs, décideurs, citoyens engagés (société civile) et disciplines scientifiques qui s'en réclament. Dans la perspective du développement humain les hommes et les femmes constituent une fin et non un moyen, ils représentent la véritable richesse, la valeur suprême. Font partie également de son vocabulaire la lutte contre la pauvreté, le développement durable et la diversité.

Les sciences sociales ont donc évolué vers un respect croissant de la nature et la prise en compte des aspects environnementaux.

I. Wallerstein fait remarquer que les utopies sont prises en considération par les sciences sociales et que les utopies doivent bien sûr être fondées sur des tendances existantes. Il ajoute : « Bien que nous soyons assurés maintenant qu'il n'y a pas de certitude future, et qu'il ne peut y en avoir, des conceptions du futur peuvent cependant influencer la façon dont les humains agissent dans le présent ». (I. Wallerstein 106).

La certitude étant exclue, le monde académique ne peut s'abstenir du débat, le rôle de l'intellectuel et du

savant change forcément et l'idée d'un scientifique neutre est remise en question.

### **Mondialisation**

Le concept de mondialisation est actuellement le mot clé le plus influent du vocabulaire qui exprime l'esprit du temps et imprègne la pensée contemporaine des sciences sociales.

La globalisation contemporaine désigne la libre circulation des produits, services et capitaux, des informations (et même de personnes). Le cadre général est caractérisé par la prédominance des relations de marché, étendues à une échelle internationale, fondées sur la concurrence et le profit, dans tous les pays et toutes les activités de production et d'échange de biens et de services.

Le contexte historique qui est probablement l'une des causes pour la renaissance du concept est la restructuration géostratégique après l'effondrement du bloc soviétique.

L'acceptation très répandue du terme mondialisation est due à une percée technologique, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui ont rendu possible des contacts instantanés à travers le monde. L'élimination de la distance a eu un impact considérable, générant le sentiment de vivre dans « un seul monde ».

Cet état de chose et sa perception marquent une période de changement structurel. Si tel est le cas, il y a lieu de s'atteler à identifier les caractéristiques qui la rendent ou risquent de la rendre menaçante pour nous.

### **Des sciences sociales à vocations multiples**

Nos réflexions sur le sujet s'articulent autour de la thèse suivante :

A mesure qu'une société se développe et se démocratise, elle aura besoin des sciences sociales et, par voie de conséquence, elle aura davantage recours aux différentes disciplines pour éclairer le décideur et lui fournir le savoir nécessaire et les outils conceptuels pour la perception des phénomènes, l'identification des problèmes et de la recherche de solutions que pour la

prise de décisions appropriées et la définition de politiques.

Nous avons évoqué plus haut que les sciences sociales ont des vocations multiples et que la vocation utilitaire en constitue une dimension constitutive.

### Distanciation et engagement

Notre thèse relative au statut des sciences sociales, aux rôles qu'elles peuvent jouer dans le champ politique, la contribution qu'elles peuvent apporter à la prise de décision, peut s'énoncer comme suit : le référentiel scientifique, les attitudes et actions des chercheurs et des décideurs s'inscrivent dans un champ caractérisé par « la distanciation » et « l'engagement ».

- La « distanciation » reflète « l'état d'esprit du chercheur » et renvoie à l'impératif d'objectivité que dicte l'esprit scientifique.
- « L'engagement », quant à lui, reflète « l'état d'esprit du citoyen, du militant » et traduit l'attitude qu'imposent la citoyenneté, le devoir et le droit de s'ingérer dans la gestion de la « cité ».

Les vocations des sciences sociales sont multiples. On peut évoquer les vocations suivantes : vocation cognitive, vocation critique, vocation pragmatique, opérationnelle, orientée vers l'action et d'aide à la prise de décision et vocation à anticiper l'avenir (prospective).

### Vocation cognitive : des lunettes à travers lesquelles on peut voir le monde

La vocation cognitive des sciences sociales consiste en le fait qu'elles fournissent des cadres conceptuels et théoriques, des paradigmes, en somme des outils permettant d'appréhender les phénomènes (compréhension et explication des phénomènes...), elles offrent des « lunettes » à travers lesquelles chercheurs et décideurs peuvent voir les choses et analyser les phénomènes, identifier les problèmes et les solutions, en vue de prendre les décisions appropriées.

### Des sciences sociales citoyennes ayant une vocation critique

L'adjectif « critique » veut mettre en évidence qu'elles procèdent à l'examen « libre et public » des discours

et savoirs produits, et des stratégies mises en œuvre et qu'elles participent à la prise de position au sujet des problèmes d'intérêt général. En procédant ainsi, elles participent en même temps à la conscientisation.

Dans ce sens, la critique ne veut pas dire porter un « jugement défavorable ».

L'intérêt des sciences sociales ne se limite donc pas à une préoccupation de connaissance pure. L'activité des chercheurs s'inscrit d'une manière ou d'une autre dans le cadre d'une philosophie politique ou philosophie sociale, aussi implicites soient-elles.

En tant que citoyens, les membres constituant la communauté des chercheurs ont un devoir et un droit d'ingérence dans les choix et la gestion de la cité.

La « citoyenneté » signifie qu'il s'agit pour la communauté des chercheurs :

- De contribuer à la production de la connaissance scientifique ;
- D'utiliser les résultats de leurs recherches pour contribuer à la recherche de réponses aux défis qu'induit le développement socio-économique et politique ;
- D'anticiper le développement futur de la société et participer à l'élaboration de projet de société ; en paraphrasant l'épigraphe, on peut dire que les conceptions du futur peuvent influencer la façon dont les différents acteurs agissent dans le présent ;
- D'accompagner les changements de la société en identifiant les entraves au développement et en anticipant sur l'impact des évolutions sociales, économiques, démographiques...

Les sciences sociales ont et doivent assumer un rôle éminemment citoyen (on parle dans ce contexte de sciences sociales citoyennes).

### Une vocation utilitaire, orientée vers l'action et la prise de décision

Elles disposent d'une capacité à éclairer le décideur et à lui fournir une aide précieuse tant pour la perception des phénomènes, l'identification des problèmes et de la recherche de solutions que pour la prise de décisions et la définition de politiques.

En guise de conclusion, on peut dire que les sciences sociales ont un projet scientifique et une dimension humaniste. Elles constituent le cadre privilégié où sont imbriqués science et humanisme. L'humanisme consiste à mettre la réalisation du bien-être au centre des préoccupations.

### « Le savant et le politique » : « Agir en homme de pensée et penser en homme d'action »

La problématique générale des articulations possibles entre «le savant» et «le politique» pourrait être posée en ces termes : elle s'inscrit dans un champ où les acteurs occupent des positions différentielles. On peut dire que, en conséquence, ce champ est caractérisé par la méfiance et le scepticisme. Les acteurs se trouvent dans une relation où chacun acteur obéit dans sa production scientifique ou son action (prise de décision) à une logique spécifique.

Cependant, les débats menés ces derniers temps, de même que quelques productions scientifiques (Rapports du Cinquantenaire 2006, largement médiatisés ; les « Actes du Forum II » sur « La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir », récemment publié en ce début de 2007 par le HCP) donnent des résultats édifiants et prometteurs quant à l'avenir des articulations entre politique et prise de décision d'un côté et sciences sociales de l'autre.

La dimension humaniste, présente dès le début de la genèse des sciences sociales (c'est même la raison d'être des sciences sociales) semble gagner aussi la sphère décisionnelle, et ce grâce à l'intermédiation et au travail de rapprochement des organismes relevant du système des Nations-Unies, de Fondations internationales et de chercheurs de renommée internationale. S'agissant du Maroc, on peut dire le changement politique -l'alternance politique- semble y être pour quelque chose. Un nombre important de décideurs et de conseillers est issu de la catégorie des enseignants-chercheurs. Et il semblerait que la rupture avec la « logique makhzenienne » qui prédominait auparavant en la matière n'est pas un simple « effet d'annonce ».

### Le savant : une posture cognitive alliant engagement et distanciation

Deux attitudes ont été mises en exergue chez l'universitaire perçu comme « scientifique social ». Elles opposent « le scientifique social en tant qu'expert sans passion » face au « scientifique social en tant qu'analyste engagé ».

- Pour la première posture cognitive, l'universitaire doit jouer un rôle avant tout intellectuel et faire des recherches « axiologiquement neutres ». Cette posture cognitive remonte au sociologue et économiste allemand Max Weber.

On lui doit aussi la célèbre formule de « désenchantement du monde » (qui traduit le recours croissant à la rationalité, la prévision, le calcul et à l'abandon progressif du comportement de type traditionnel), et celle de « désenchantement du monde », désigne le recours progressif au raisonnement rationnel en finalité.

La « neutralité axiologique » représente un plaidoyer en faveur de sciences sociales objectives, donc sans « jugement de valeur », et d'une recherche qui n'est pas orientée sur les valeurs à caractère politique, idéologique, éthique ou religieux auxquelles peut adhérer le chercheur.

Le chercheur/scientifique dissocie rigoureusement son rôle de chercheur de celui de citoyen. Situé dans le système politique des démocraties de l'Europe de l'Ouest, on lui assigne une position libérale centriste loin des « extrêmes » en politique. Et s'il arrive que le chercheur s'engage, il le fait, selon cette posture, vers les valeurs consensuelles.

- La deuxième attitude perçoit l'universitaire comme un « intellectuel engagé », un militant, travaillant au service d'une cause, d'un « mouvement social », ou pour parler un langage des sciences sociales plus récent, au service de la société civile, d'une ONG... dont il poursuit les objectifs.

Alors, quelle posture cognitive adopter ?

Doit-on continuer à opposer « neutralité axiologique » (prônée par Weber), d'un côté et « intellectualité et engagement », de l'autre ? Où peut-on combiner les deux approches ?

Notre point de vue est un plaidoyer en faveur de l'intégration de la distanciation et de l'engagement.

Et qu'en est-il de l'objectivité ?

La question de l'objectivité a été centrale dès le début dans les débats méthodologiques.

Les sciences sociales ayant été présentées plus haut comme la tentative dans le monde moderne « de développer une connaissance séculière systématique du réel, validée empiriquement d'une quelconque manière », l'objectivité, quant à elle, désigne les tentatives adaptées à la réalisation de cet objectif, par le biais de la validation empirique du savoir.

Les chercheurs sont certes enracinés dans un contexte sociologique spécifique, et n'échappent pas aux présupposés, qui interfèrent avec leurs perceptions et interprétations de la réalité sociale et leur donnent une coloration spécifique. Dans ce sens, il ne peut donc y avoir de chercheur « neutre ».

L'esprit scientifique impose donc la distanciation, qui, elle, répond aux exigences de l'objectivité.

L'engagement, quant à lui, est l'expression de la citoyenneté assumée.

D'un autre côté, une représentation quasi-photographique de la réalité sociale est impossible. Le savoir est fondé sur des conceptions du monde ou des modèles théoriques dominant, tels que filtrés par les positions particulières et le cadre politique et socioculturel de référence de chaque groupe de la communauté scientifique. Dans ce sens, la perspective à privilégier est constructiviste. Le savoir est construit historiquement, et « les paradigmes changeront toujours comme change le monde ».

Le souci de l'objectivité est certes omniprésent. Un débat « public et libre » constituerait l'espace approprié pour la faire prévaloir. Un tel espace permettrait aux universitaires, en utilisant des méthodes reproductibles et en se soumettant eux-mêmes, dans le cadre d'un débat libre et public, au jugement intersubjectif des membres de la communauté scientifique, de se convaincre mutuellement de la validité de leurs recherches et de la pertinence de leurs interprétations.

## Les chercheurs : typologie et émergence de nouveaux types

Si le cadre analytique servant de référence à l'étude des interrelations entre politique et sciences sociales (qui remonte à Max Weber), établissait une typologie bipolaire (« le savant et le politique »), on assiste à la naissance d'autres profils.

Dans une étude traitant de la situation des sciences sociales et des chercheurs dans les pays arabes, la typologie de chercheurs proposée englobe : l'académique, le consultant et le militant. La palette de postures sociocognitives et la combinaison varient selon la discipline et le pays (Ali El Kenz, 2005 p. 3).

Désormais, le « consultant », et un peu plus tard, aussi le « fonctionnaire-chercheur » travaillant dans le cadre de structures étatiques et de centres de recherche relevant de départements ministériels font irruption dans le champ scientifique.

### *L'académique*

Lors de la création des premières universités durant la période coloniale, les premiers scientifiques, en petit nombre, éduqués à la française ou à l'anglaise selon les pays adoptèrent les valeurs dominantes du moment (académisme, respect de la hiérarchie professorale, élitisme et apolitisme relatif). Débarrassés de tout souci économique, du fait de l'appartenance aux couches aisées et donc de l'aisance financière, ils étaient portés dans leur travail, par une « vocation » de savants et recherchaient avant tout la « reconnaissance » de leurs pairs et de leurs « maîtres ». Objectivité, neutralité scientifique et rigueur, constituaient les valeurs devant guider leurs recherches. Leur profil contrastait, (toujours selon Elkenz) avec celui des « Al Azhari », savants traditionnels et stériles qui ne faisaient que répéter ce que la tradition avait laissé en termes de savoirs et de connaissances. Mais le fait de la sélection rigoureuse à l'entrée opérée par les maîtres ne leur permettait pas d'avoir une influence notable sur l'évolution de la société. C'est surtout en Egypte que cette activité intellectuelle sera la plus longue et la plus profonde et marquera, jusqu'à aujourd'hui le mouvement des idées dans le monde arabe. C'est à partir des années quarante, avec la deuxième guerre mondiale que des promotions plus importantes de



scientifiques de cette catégorie commencèrent à se constituer, en Egypte, au Liban, en Algérie et en Syrie. Ils formèrent les premières générations de “scientiste social” du monde arabe.

Les événements s’accéléraient avec la montée des mouvements nationalistes, les nouvelles promotions d’académiques grossissaient en nombre mais aussi se rapprochaient progressivement des attentes de leur peuple, des revendications des élites politiques.

Les académiques devinrent des engagés.

### *Le citoyen engagé (le militant)*

La figure de l’universitaire engagé était étroitement liée au nationalisme.

Son action est portée par une prise de conscience progressive notamment de leur appartenance à une communauté dominée et une attitude critique vis-à-vis des « sciences occidentales », colonialistes ou impérialistes. L’un des mots d’ordre fut la nécessité de « décoloniser les sciences sociales ».

Mais son engagement restera, selon l’appréciation de l’article évoqué, toujours contenu dans les contraintes imposées par la discipline académique et lui permettra de concilier les valeurs du savant avec celles du politique.

Avec les dérives de l’après-indépendance, une grande partie des académiques basculera dans l’opposition aux nouveaux dirigeants de leurs pays. Le marxisme, sous ses différentes formes partisans mais aussi disciplinaires (critique littéraire, philosophie, économie, sociologie, histoire et sciences politiques) entre de plain-pied dans le champ universitaire arabe et déterminera la posture académique. Beaucoup de chercheurs engagés versent dans le militantisme et payeront cher leur engagement. Prisons, tortures, exils... vont transformer les campus des Universités en camps retranchés de l’opposition politique.

Pour cette période historique, l’engagement accompagne la science.

Durant les premières décennies qui ont suivi les indépendances, on assista à l’apparition de deux phénomènes importants : les sciences sociales sont considérées par les pouvoirs politiques en place comme

“dangereuses”. En conséquence, si les structures de formation et de recherche ne sont pas fermées (comme ce fut le cas de l’institut de sociologie au Maroc), elles sont mises sous surveillance. Cependant, même si les politiques surveillent étroitement l’enseignement et la recherche, l’engagement ne semble pas freiner la recherche scientifique.

Les efforts des Etats vont s’orienter sur les filières technologiques et les écoles d’ingénieurs censées fournir une main-d’œuvre qualifiée aux programmes de développement sont mises en œuvre.

Dans les universités, les conditions professionnelles et surtout les conditions de vie se détériorent rapidement, les valeurs de l’académisme sont érodées : les taux d’encadrement diminuent, les équipements nécessaires à l’enseignement et à la recherche font défaut, les revenus des enseignants, nombreux et d’origine populaires ne suffisent plus à assurer une vie décente.

On assista à une émigration économique des enseignants : un nombre important d’universitaires émigrent vers les pays du Golfe qui construisent à la même période leurs universités. Les sciences sociales dans les pays arabes se « fonctionnalisent » et l’enseignement prend le pas sur la recherche.

Mais une nouvelle figure de l’engagement fait son apparition, très différente de la précédente. Alors que la gauche marxisante des premières décennies venait principalement des classes moyennes et parfois même de la bourgeoisie, les nouveaux engagés, militants étudiants ou enseignants sont dans leur majorité d’origine populaire, ou de la petite bourgeoisie déclassée par la régression économique. Ils s’orientent alors vers l’islamisme, à la fois comme posture cognitive mais aussi comme militance politique. Les campus des universités repassent sous surveillance policière, les sciences sociales redeviennent des disciplines subversives.

### *Le Consultant*

Le Consultant en sciences sociales est apparu relativement tard dans les pays arabes. Son apparition a été favorisée par la dégradation de la condition universitaire mais surtout par l’ouverture économique et politique à la suite des pressions extérieures. Un nouveau marché pour la recherche en sciences sociales

se constitue, alimenté par la demande formulée par les bailleurs de fonds internationaux, des fondations étrangères et par des départements ministériels.

Les départements ministériels favorisent plutôt la filière « bureaux d'études », qui, eux, répondent essentiellement aux exigences des termes de référence (termes du contrat). Les résultats de ces consultations font rarement l'objet d'une diffusion publique et sont d'usage plutôt interne.

La Banque Mondiale, l'Union Européenne, les organismes relevant du système des Nations-Unies, mais aussi les grandes fondations occidentales proposent des contrats, sur des objets, des problématiques qu'elles définissent elles-mêmes.

Le vocabulaire change avec le changement des paradigmes. Les consultations portent dorénavant sur des notions comme « la pauvreté », « l'approche genre », « la gouvernance », « le secteur informel », « le développement durable », « l'économie des savoirs ».

En ce qui concerne les modes d'investigations, de nouvelles méthodes sont mises en oeuvre : les approches sont plutôt quantitatives, elles privilégient les indicateurs quantitatifs et sont préférés aux vieilles méthodes de l'enquête.

Ce nouveau genre se développe sur les marges des universités et des instituts de formation d'ingénieurs. C'est devenu un créneau porteur et juteux.

On peut même observer parfois chez un même chercheur, un mixage des différentes postures, académique et engagé, académique et consultant, ou même académique-engagé et consultant selon des dosages les plus divers.

#### **Le « fonctionnaire-chercheur »**

Opérant dans les centres de recherche créés dans les ministères, le rôle des « fonctionnaires-chercheurs » et leur apport scientifique sont évidents et doivent être estimés à leur juste valeur, mais ils sont rarement mentionnés et celui des centres est encore occulté, alors que les décisions en matière de politique économique, politique sociale, politique de population, aménagement de territoire, politique en matière d'habitat, de lutte contre la pauvreté, etc. se basent sur les études et les données produites par cette catégorie de chercheurs.

### **Prise de décision et rationalité technocratique**

Qui fixe les priorités en matière de politique sociale?

Loin d'être le résultat direct de recherche en sciences sociales, les décisions politiques relatives aux politiques sociales sont plus généralement une réponse aux défis du développement socioéconomiques, le résultat de la synergie d'un certain nombre d'influences ou d'acteurs influents parmi lesquels on peut citer: les pressions conflictuelles entre les acteurs politique et sociaux ; les pressions exercées par les bailleurs de fonds ; l'émergence de nouveaux acteurs (la société civile, les ONG) et d'un quatrième pouvoir (la presse) et la manière dont les médias relaient les problématiques et les thèmes...; formation initiale des hommes politiques, etc.

La « rationalité technocratique » peut ne pas être préparée à apprécier à sa juste valeur tout savoir qui n'a pas une utilité fonctionnelle immédiate, et encore moins à l'utiliser.

#### **Formation des décideurs de demain.**

Le développement économique, social et culturel engendre des défis multiples pour les décideurs. Un intérêt particulier devrait être porté aux décideurs de demain.

Ils devraient être préparés et sensibilisés au fait que la gestion de ces défis et l'identification des solutions dans une vision techniciste présentent des limites.

Une approche « techniciste », réduite à élaborer des solutions aux défis qu'impose le développement socio-économique avec des montages techniques et financiers sans s'enquérir de la réalité sociale et des caractéristiques sociologiques de la population, sans tenir compte de « la charge sociologique » des projets de développement, etc. est une telle démarche qui présente des limites.

Or les sciences sociales disposent d'une capacité à éclairer le décideur et à lui fournir une aide précieuse tant pour la perception des phénomènes, l'identification des problèmes et de la recherche de solutions que pour la prise de décisions et la définition de politiques (un exemple édifiant : l'approche MOST développée et parrainée par l'UNESCO).

Ce qui rend nécessaire et même impératif la prise en compte et le renforcement de l'enseignement des sciences sociales dans les structures académiques, notamment celles « ne relevant pas de l'Université » (les « Grandes Ecoles » et « Instituts de formation d'ingénieurs »). Ce renforcement s'impose d'autant plus que les lauréats de ces instituts constituent le réservoir où seront recrutés les décideurs, les chercheurs et experts de demain.

Une attention particulière devra être accordée à l'intégration des sciences sociales dans le cursus de formation des différentes filières.

En matière de formation, le défi pédagogique relatif à l'enseignement des sciences sociales aux futurs décideurs potentiels, en particulier dans les grandes écoles, consistera à maîtriser « la transposition didactique » dans l'enseignement des sciences sociales.

Le défi consistera, entre autre, à travailler et répondre à la question suivante : Comment transformer un « savoir savant » (l'univers du savoir, des problématiques, des disciplines et des outils-terminologie- des sciences sociales ...) en un « savoir enseignable » (le contenu à enseigner) de manière à être enseigné à des apprenants plus ou moins novices en la matière et plus ou moins motivés ?

Les handicaps en la matière sont nombreux et concernent les pré requis : le Rapport du cinquantenaire en a souligné notamment la « déconvenue linguistique ».

### Nécessité de rapprocher entre politique et sciences sociales

L'approche adoptée dans le cadre des travaux de l'Unesco vise à combler le fossé entre sciences sociales et politique. Le but visé étant de rendre les intérêts des politiques intelligibles aux sciences sociales et de retranscrire les connaissances produites par celles-ci en termes politiques.

Le débat mené essentiellement sous l'égide de l'UNESCO (projet MOST ; IFSP...) met en exergue les raisons et défis suivants plaidant en faveur d'une articulation entre politique et prise de décision d'un côté et sciences sociales de l'autre.

- Il y a d'abord les transformations sociales que connaissent les sociétés et la mondialisation qui a engendré de nouvelles problématiques sociales.

- Méconnaissance des mécanismes à l'origine des problèmes sociaux et des capacités à les infléchir. Le déficit de connaissance laisse le champ libre aux préjugés, dogmes, et au bon sens fallacieux.
- Scepticisme et méfiance réciproques entre chercheurs et responsables politiques ;
- Des temporalités asynchrones : calendriers, programmes et trajectoires respectifs caractérisés par l'indépendance et un décalage thématique et temporel.
- Scepticisme quant à la propension des décideurs politiques à tenir compte des résultats de travaux en sciences sociales.
- Contraintes (obstacles) inhérentes aux décideurs politiques : difficultés à utiliser les résultats en sciences sociales qui répondent à des rythmes différents.

Les défis contemporains rendent certes nécessaire l'existence d'une interface en vue de combler le fossé entre sciences sociales et politique et de rapprocher les deux sphères.

Les changements des sociétés nécessitent un effort conceptuel et théorique de décryptage des transformations en cours.

Si un rapprochement entre les deux sphères – le politique et le scientifique – est nécessaire, il doit y avoir une « ouverture » réciproque.

Si les sciences sociales continuent à œuvrer dans le sens de s'acquitter des défis qui découlent des transformations sociales, et à être à l'écoute du décideur, la sphère politique (la sphère décisionnelle) doit à son tour s'ouvrir et être à l'écoute.

Il s'agira pour les sciences sociales, compte tenu du débat mené en la matière, de contribuer à élucider et participer aux tâches suivantes (voir à ce sujet les travaux réalisés sous l'égide de l'UNESCO et les documents y afférents) :

- Les nouvelles situations nécessitent l'élaboration de nouveaux paradigmes qui soient utiles pour les appréhender et pour la mise en œuvre de politiques. Cela consistera, entre autre, à repenser la portée et le sens de catégories disponibles et en inventer éventuellement d'autres plus adéquates.

- Réfléchir au mode de transmission des connaissances au décideur par le biais d'un langage direct et précis. S'agissant de cet aspect là, l'intérêt est porté vers les équipes techniques compétentes en matière de formulation de politiques des différents départements ministériels, qui doivent disposer de connaissances des avancées scientifiques et être en mesure de les traduire en politiques. Serait-ce là un rôle à assigner à la catégorie des fonctionnaires-chercheurs ?
- Trouver des « nœuds d'articulation » entre chercheurs et décideurs, visant l'intégration entre l'action des décideurs et la réflexion des chercheurs en sciences sociales pour agir plus efficacement face aux problèmes complexes qui affectent la société ;

### Soubassements sociologiques des défis à relever

La relation entre les sciences sociales et les politiques sociales obéissait par le passé et obéit encore à la « logique des sapeurs pompiers » : les sciences sociales n'interviennent qu'après coup, à l'image des sapeurs pompiers.

Le rapport du cinquantenaire (« Le Maroc possible ») et les actes relatif à « La société marocaine : Permanences, changements et enjeux pour l'avenir » (HCP 2007) semblent introduire une innovation en la matière. Ils ont une valeur cognitive, rétrospective et prospective certaine. Comme la deuxième référence citée vient d'être diffusée, une lecture attentive s'impose pour en apprécier les propos et en tirer des enseignements.

La philosophie du rapport du cinquantenaire, la terminologie, la composition interdisciplinaire des personnes ayant apporté leur contribution (chercheurs, décideurs et membres de la société civile) semble s'inspirer largement du débat dont les grandes lignes ont été présentées ci-haut.

L'approche adoptée s'inscrit dans l'esprit du temps et puise ses paradigmes, ses notions et hypothèses dans les paradigmes dominants actuellement.

En matière de posture cognitive (cadre conceptuel et théorique élaboré pour l'analyse) et de stratégie de développement économique et social, elle est centrée

sur la philosophie des organismes dépendant du système des Nations Unies, de leurs programmes et de travaux réalisés dans le cadre de ces derniers : UNESCO (programme MOST...), PNUD....

Le rapport est un diagnostic soucieux d'un certain équilibre et il est imbibé d'une certaine sagesse.

Projet ambitieux, crédible et mobilisateur; mais qu'en est-il des moyens et instruments de suivi, d'accompagnement ?

Au centre du cadre conceptuel et théorique, on trouve les notions de « développement humain » et de « potentiel humain ».

L'approche est soucieuse de tenir compte des acquis de l'alternance politique. Par exemple, en matière de gestion du territoire, « l'optique sécuritaire » qui caractérisait la gestion de l'espace (territoire) pratiquée auparavant, est remplacée par une « optique d'aménagement ».

### Une vision holistique du « développement humain »

On peut y lire au sujet du « développement humain » que « l'hypothèse du développement humain pose comme préalable que ce dernier n'est pas réductible au revenu. De même, le principe de justice sociale fondée sur la redistribution des revenus est, à terme, inefficace, s'il ne prend pas appui sur un niveau suffisant de potentialités humaines élémentaires. » (Rapport du cinquantenaire 2006, p. 12-13).

« Le développement humain conçoit le développement comme liberté, s'inscrivant ainsi dans le sillage de la philosophie de A. Sen. On peut y lire à ce sujet : « Tout d'abord, la pertinence de « la perspective de la liberté » réside dans la distinction qu'elle permet d'opérer entre « libertés négatives » ou formelles et « libertés positives » ou réelles ». Ces dernières englobent outre les droits politiques et civiques liés à la démocratie (droit de vote, d'expression, participation...), les possibilités qu'ont les individus à mettre en œuvre leurs droits et libertés, à faire fonctionner les ressources dont ils disposent. En d'autres termes, les libertés positives traduisent une situation de capacité réelle (et non pas seulement juridiques) des individus ou des communautés à traduire leurs positions formelles en dispositions réelles, en fonctionnements. » (*Idem*, p.13)

« Le développement humain ne saurait, par ailleurs, se réduire à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, qui n'en constituent qu'un aspect, certes significatif. C'est, au-delà, une autre manière de concevoir le développement et le bien-être, holistique et comprenant un contenu éthique évident. Le développement humain comporte aussi une dimension de durabilité : il a pour objectif de créer un environnement incitatif, au sein duquel chaque être humain pourra accroître ses capacités et élargir ses choix sans remettre en cause ceux des générations futures» (*Idem* p. 15).

Le rapport s'articule en outre autour du concept « potentiel humain », défini comme étant « l'ensemble des capacités humaines, effectives et possibles, intrinsèques aux individus ou provenant de leur communautés d'appartenance et qui concourent à leur développement et à leur bien-être ».

La philosophie qui en constitue la toile de fond et en détermine l'architecture stipule que le processus de développement humain consisterait alors principalement à « libérer le potentiel humain, à le valoriser et à le mobiliser ». Dans cette perspective, le rapport offre une « esquisse d'une sociologie du Maroc contemporain » et commence par l'étude de « l'évolution du potentiel humain ».

### Esquisse d'une sociologie du Maroc contemporain

L'élaboration d'une sociologie du Maroc contemporain requiert une importance cruciale compte tenu de « l'esprit du temps » qui se dessine au niveaux national et international. C'est une nécessité scientifique (pour étudier les transformations en cours et expliquer les effets pervers du développement socioéconomiques), cognitive (pour identifier les solutions aux défis du développement et les politiques à adopter), pratique (permettant de traduire les stratégies en tenant compte de la « charge sociologique ») et pédagogique (identifier les contenus susceptibles d'être utilisés en vue de contribuer à la formation du décideur de demain).

Le rapport du Cinquenaire fait une analyse de la société dans deux perspectives. Une perspective synchronique, qui observe la société à un moment donné (Le Maroc en 2005). La perspective diachronique met l'accent sur des phénomènes qui s'inscrivent dans

la durée ; elle privilégie l'analyse des changements et des évolutions, des transformations et mutations diverses (sociales, économiques, démographiques, culturelles...).

Les aspects sociologiques suivants ont été traités sous le titre « Evolution du potentiel humain » :

- Changement des modes de vie ;
- Transformations structurelles de la famille, et, en relation avec la réforme du statut personnel, transformation des rapports internes à la famille et redéfinition des rapports hommes/femmes ;
- Un rapport différencié à la religion ;
- L'émergence de nouveaux acteurs (société civile ; mouvement des femmes ; la problématique des classes moyennes dans le cadre des transformations qu'a connues la structure sociale ...) et de nouveaux canaux d'expression sociale ;
- La problématique du système des valeurs : Transformation du « référentiel traditionnel » (solidarités traditionnelles), et l'émergence de nouvelles valeurs dans un contexte de transition.

La société marocaine connaît des mutations profondes qui touchent différents aspects. Au niveau politique on peut évoquer le « passage du sujet au citoyen », les transformations du rôle joué par l'Etat (désengagement, « l'Etat régulateur »), l'implosion des structures sociales traditionnelles (affaiblissement du rôle joué par la tribu. comme un élément structurant la société...) et l'émergence de nouveaux acteurs (société civile, ONG...).

La partie consacrée à la « libération du potentiel humain » met en exergue un système de gouvernance en transition.

1. Mutation du système politique et transition démocratique
2. Edification de l'Etat de droit : il y est question des « vecteurs de la bonne gouvernance » : réforme de la justice (Edification de l'Etat de droit) ; transparence de la gestion publique ; lutte contre la corruption et des mécanismes internes d'accountability ;
3. Société civile : perçue comme une forme de canalisation ou d'institutionnalisation des

mouvements sociaux (d'institutionnalisation de résolution de conflits sociaux).

4. Le diagnostic met en exergue une relation Etat-Citoyen ambiguë : pour qu'elle devienne plus confiante, l'attention est portée sera le rôle mitigé de l'appareil administratif ;
5. La problématique relative à la gestion de l'espace et aménagement du territoire et de l'habitat établit un diagnostic qui rompt avec « l'esprit sécuritaire » d'avant l'alternance et traite ces aspects en termes de gestion de l'espace en mettant l'accent sur la décentralisation, la régionalisation et la déconcentration, le développement du territoire national.

Le « potentiel humain » étant au centre des préoccupations, l'accent est mis ensuite sur sa valorisation, qui est appréhendée par le biais de l'accès aux services de base, à l'éducation, la santé, la protection sociale et la lutte contre la pauvreté.

S'agissant de l'éducation, le rapport souligne de façon lapidaire la clarté des diagnostics et l'inefficacité des remèdes :

1. Le divorce de l'éducation et de l'économie
2. L'échec en matière de lutte contre l'analphabétisme ;
3. Le blocage de la fonction sociale et économique du système éducatif ;
4. La dégradation des rendements internes, la déscolarisation et l'aggravation des abandons sans qualification ;
5. La déconvenue linguistique ;
6. Les aléas des quatre principes fondamentaux ;
7. les retards de l'intégration de l'université et de la recherche dans l'économie du savoir.

Dans la perspective d'entrevoir le Maroc de demain, certains thèmes ont été identifiés comme « nœuds du futur », donc comme champs d'investigation et de recherche permettant d'intégrer des chercheurs interdisciplinaires : le savoir ; l'économie ; l'inclusion ; la santé ; la gouvernance.

De même, des principes ont été proposés en vue de consolider le développement humain :

la participation, la planification, la prise de décision fondée sur la connaissance, l'évaluation ; l'accountability.

On peut lire dans une allocution de clôture faite par un responsable de l'Unesco (Pierre Sané) à la fin du « Forum International sur les Interfaces entre Sciences Sociales et Politique » (Argentine et Uruguay, 20-24 février 2006) : « Henri Bergson a écrit « il faut agir en homme de pensée et penser en homme d'action ». Ce faisant il a selon moi posé la condition d'effectivité des liens entre recherche et politique, entre chercheurs et décideurs. »

Les deux catégories d'acteurs (l'homme de pensée et l'homme d'action), s'il y a un objectif commun qui les réunit (relever les défis du développement économique, politique et social), il reste qu'ils ont chacun un référentiel et une temporalité spécifiques.

Le même responsable ajoute : « Bien sûr, il existera des tempos différents parce que les rôles sont différents, parce que le principe d'objectivité s'applique différemment, parce que les enjeux immédiats pour chacune des parties sont différents, parce que les processus et méthodes de production des connaissances et ceux de l'action sont différents ». (*idem*).

Mais un rapprochement reste possible et les deux acteurs sont sollicités à œuvrer dans ce sens en vue de combler le fossé qui les sépare et de créer les synergies susceptibles de contribuer au développement du pays. ■

## Bibliographie

El Kenz, Ali, « Les sciences sociales dans les pays arabes », <http://www.estimate.ird.fr> (lundi 6 juin 2005).

Haut Commissariat au Plan (2007), *Prospective Maroc 2030 (actes du forum II)*, « la société marocaine : Permanences, changements et enjeux pour l'avenir ».

Gingras Yves, Peter Keating, Camille Limoges, « Du savant au chercheur entrepreneur », in *Revue Sciences Humaines*, Hors série n° 31 décembre 2000, février, 2001, Auxerre, p. 32-35.

Rapport du Cinquantenaire, le Maroc possible, une offre de débat pour une ambition collective, *50 ans de développement humain*, Perspective 2025, Comité Directeur, Casablanca 2006, ([www.rdh50.ma](http://www.rdh50.ma)).

Richard E. Lee, William J. Martin, Heinz R. Sonntag, Peter J. Taylor, Immanuel Wallerstein, Michael

Wieviorka, « Sciences sociales et politique sociale. Des dilemmes nationaux aux opportunités mondiales ».

UNESCO « Courrier de la planète », n° 76.

UNESCO (2005), *Gestion des transformations sociales* (Hors série), « Document de référence pour le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales », 5-9 septembre 2005, Buenos Aires, Argentine, et Montevideo, Uruguay, Imprimé en 2005 par l'UNESCO.

UNESCO (2006), « Rapport synthétique sur le thème de l'articulation entre politiques et sciences sociales », « Forum international sur les interfaces entre sciences sociales et politiques », Argentine et Uruguay, 20-24 février 2006.

[www.unesco.org/shs/ifsp](http://www.unesco.org/shs/ifsp)

Wallerstein , Immanuel (coordination), « Ouvrir les sciences sociales », Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales. Commission présidée par Immanuel Wallerstein (1996). <http://bibliotheque.uqac.ca/>



## Abonnement annuel

### I. Abonnement ordinaire

- Prix : 15 Dh x 6 = 90 Dh
- Frais d'envoi : 15 Dh x 6 = 90 Dh

### II. Abonnement de soutien

- 400 Dh et plus par an

*Pour vos abonnements :  
Contactez le CND (Centre National de Documentation)*

## Le triangle croissance économique, inégalité, pauvreté : Synthèse des controverses



Par Khalid SOUDI, H.C.P

*Une question récurrente chaque fois que le débat sur le développement est ouvert, est de savoir si la priorité devrait être donnée à la croissance ou à la pauvreté et/ou à l'inégalité ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'analyser la relation qu'entretiennent la croissance, l'inégalité et la pauvreté. L'intérêt porté à cette relation n'est pas nouveau, il remonte au début du vingtième siècle, suite notamment aux travaux de Simon Kuznets. Néanmoins, les récents travaux sur la nature de cette relation jettent plus d'ambiguïtés que de lumières. Si les effets de la croissance et de la distribution de revenus peuvent interagir et influencer l'essor de la pauvreté, il est toujours énigmatique de mesurer le degré d'indépendance ou d'interaction entre croissance et distribution de revenus et identifier les canaux de transmission des différents effets sur la pauvreté.*

**Le bilan des liens entre croissance, inégalité et pauvreté ne montre pas de liens systématiques. Il est établi qu'une croissance économique rapide ne suffit pas à diminuer la pauvreté et risque de laisser de côté une partie de la population et d'augmenter les inégalités. Tout comme il est possible que la croissance et le recul de la pauvreté vont de pair pourvu que le rythme de croissance économique soit en mesure d'inhiber les effets de la recrudescence des inégalités. D'emblée, dans la mesure où l'inégalité change, sa relation à la croissance varie d'un contexte à l'autre sans qu'il y ait de liens d'une forme quelconque. Nonobstant, l'effet d'éviction des inégalités élevées sur la croissance est bien observé de telle sorte que la réduction de la pauvreté se trouve moins efficace.**

La persistance de la pauvreté et la résistance des inégalités à la baisse, constituent deux défis majeurs qu'affrontent actuellement les pays en développement. Cette situation devient plus préoccupante devant l'évolution erratique de la croissance économique et l'étroitesse de son amplitude, en raison notamment des chocs macroéconomiques exogènes et des crises naturelles, qu'elles soient d'ordre conventionnel ou non (réurrence des années de sécheresse, raz de marée, séisme, etc.).

D'emblée, compte tenu de son ampleur, de ses dimensions et de son enchevêtrement avec la croissance et les inégalités, la pauvreté est au centre des préoccupations des décideurs politiques, des bailleurs de fonds, de la société civile et des chercheurs. Pareil

intérêt est si grandissant à trois égards. Primo, l'analyse des liens triangulaires croissance-inégalité-pauvreté est la caution de la détermination de toutes stratégies d'action, focalisées sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. Deuzio, l'analyse des interactions qu'entretient le triptyque croissance, inégalité et pauvreté du point de vue dynamique et interactions, est une plateforme inéluctable pour rentabiliser les remèdes envisagés contre la vulnérabilité socio-économique. Tertio, au regard des bienfaits de l'analyse de la dynamique de la pauvreté, il va sans dire que le coût de son atténuation serait moins onéreux.

La croissance est-elle une condition suffisante pour réduire considérablement la pauvreté ? L'inégalité génère-t-elle la pauvreté ? Quel arbitrage y a-t-il entre



croissance et inégalité en matière de lutte contre la pauvreté ? Ces questions constituent la trame de la problématique posée dans cet article, fondée essentiellement sur une revue de la littérature, tantôt théorique, tantôt empirique, des liens entre croissance, inégalité et pauvreté.

### La genèse des liens entre croissance et inégalité : l'hypothèse de Kuznets

L'analyse des effets de la croissance et de la distribution des revenus sur le niveau de vie a préoccupé les différents courants de pensée en sciences économiques. Les théories de la croissance établissent un lien direct entre croissance économique et niveau de vie. En ce qui concerne la relation entre distribution des revenus et niveau d'inégalité, un travail pionnier a été fourni par Kuznets (1) (1955) qui indique que la relation entre revenu par tête et inégalité est de type U renversé. En d'autres termes, lorsque le revenu croît, l'inégalité croît dans un premier temps, atteint un maximum, puis décroît le reste du temps.

En se référant à une analyse empirique des données sur le revenu et sa répartition dans plusieurs pays occidentaux et d'Amérique latine, Simon Kuznets (1955) a notifié que la constance de la répartition du revenu avant impôts, a été suivie d'une réduction de l'inégalité relative des revenus après la première guerre mondiale où même avant. Au cours des dernières décennies avant 1950, années de guerre exceptées, il y a eu également un développement de la politique sociale, notamment par le biais d'une assistance sociale assidue de l'État envers les groupes les plus défavorisés. Pendant la même période, le revenu réel par tête s'est élevé. Comme l'inégalité décroît, cela signifie que les groupes les plus pauvres ont vu leur revenu progresser plus rapidement que la moyenne.

Parmi les explications possibles de ses résultats empiriques, telles que avancées par Kuznets, est l'opposition entre un secteur industriel et urbain et un secteur agricole et rural. D'ailleurs, c'est précisément cette structure dualiste qui a permis de transposer la logique de Kuznets, appliquée aux pays occidentaux, au monde en voie de développement. Pareille opposition est fondée sur le fait que le revenu moyen par tête de

la population rurale est généralement plus faible que celui de la population urbaine, d'une part, et, d'autre part, l'inégalité de répartition est plus prononcée dans les zones urbaines que dans les zones rurales (2).

A priori, ces deux facteurs, toujours selon Kuznets, ne peuvent que se conjuguer pour imprimer à l'inégalité un profil spécifique au cours du développement défini succinctement comme le passage d'une fraction sans cesse croissante de la population des zones rurales vers les zones urbaines. Kuznets proposait deux raisons pour expliquer ce phénomène historique : (i) les travailleurs se sont déplacés de l'agriculture vers l'industrie ; (ii) les travailleurs ruraux sont devenus urbains (3). En considérant ces deux explications, Kuznets considère que les inégalités décroissent après que 50 % de la main d'œuvre est employé dans un secteur à plus hauts revenus (4).

### La courbe de Kuznets : essai d'explication de ses trois phases

Schématiquement, la courbe de Kuznets est la représentation de sa théorie, indiquant que les inégalités économiques augmentent dans le temps, puis atteignent un sommet et commencent à diminuer. Elle montre un graphique en U renversé : l'axe des abscisses représente le temps ou le revenu par tête ; l'axe des ordonnées représente les inégalités ou le coefficient de Gini généralement confondus.

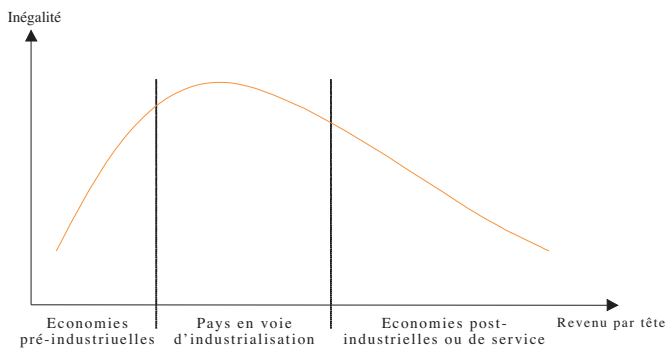
(1) En 1955, Simon Kuznets a décelé une relation en cloche entre le niveau de revenu par tête et les inégalités sociales (cf. figure 1). La validité de cette assertion est encore débattue.

(2) Ces deux constats collent avec le contexte économique marocain, caractérisé entre autres par un revenu moyen de la population urbaine largement supérieur à celui de la population rurale, d'une part, et, d'autre part, par le niveau élevé de l'inégalité urbaine comparativement au milieu rural.

(3) Il est à rappeler dans ce cadre que les économistes, qu'ils relèvent des classiques ou de l'école marxiste, ont utilisé les théories du différentiel de qualification et de l'agglomération du capital dans les jeunes économies pour expliquer la courbe de Kuznets.

(4) Dans ce cadre, Kuznets a proposé un ratio pour mesurer le degré d'inégalité, il s'agit notamment de la proportion du revenu perçu par les 20 % gagnant le plus, divisée par la proportion du revenu perçu par les 20 % les plus pauvres d'une société, c'est le rapport interquintile ; une valeur de 1 signifierait une parfaite égalité.

Figure 1 : La courbe de Kuznets



Cette forme en U renversé peut-être décomposée selon les effets de l'évolution des structures productives au fur et à mesure de l'accroissement des richesses, en trois phases des effets structurels.

Dans les premiers stades de développement, caractérisés par des niveaux de revenus très faibles, lorsque l'investissement dans le capital infrastructurel et dans le capital naturel est le principal mécanisme de croissance, les inégalités encouragent la croissance en partageant les ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus. De surcroît, à mesure que l'agriculture s'intensifie, que la population s'urbanise et que les industries entament leur décollage, les politiques de répartition deviennent moins efficaces, et, partant, l'inégalité s'accroît. Cependant, avec l'amélioration des conditions de vie matérielles, les individus réagissent via notamment l'investissement dans le capital humain. Aussi, la société s'oriente-t-elle vers la diminution de l'empreinte des inégalités des processus productifs. Les gains en efficacité sont supposés être assez grands pour renverser le sens de la relation entre la croissance économique et l'inégalité.

Dans une phase de développement plus avancée, généralement le cas des pays en voie d'industrialisation, à mesure que les richesses s'accumulent, la structure du système productif évolue. Les parts des secteurs dans le PIB deviennent déterminantes de la structure des inégalités. Dans un premier temps, le passage d'une économie rurale à une société urbaine et industrielle aggrave les inégalités. Mais le déclin de la part des investissements physiques au profit de l'émergence

des secteurs des services intensifs en technologie et en capital humain, desserre la contrainte inégalitaire. Cependant, ce raisonnement ne tient qu'en termes relatifs. En effet, la production de biens matériels continue de croître et, ceteris paribus, le niveau absolu des inégalités s'il ne continue pas de croître, il résiste à une tendance à la baisse importante. Ce revirement dans la structure économique peut freiner le rythme d'accroissement des inégalités mais n'a que peu de chances de l'inverser.

Quant à la troisième phase, caractérisée par un niveau de richesses plus important, l'accroissement du capital humain prend la place de l'accroissement du capital physique comme principale source de croissance. Les inégalités se ralentissent alors que la croissance continue à se réaliser. Dans cette phase de développement, la mise sur la recherche et le développement scientifique oriente les pays à consacrer davantage d'investissements dans le capital humain. Cet effet du capital humain a beaucoup été étudié par les théories de la croissance endogène où il est d'ailleurs à la fois cause et effet de la croissance économique (Becker, 1967). Il est à relier directement à l'hypothèse néoclassique de substituabilité des différentes formes de capital.

### Quelques critiques à propos de la courbe de Kuznets

La conclusion de Kuznets qui consiste à dire que les inégalités doivent croître avant de diminuer se fonde sur des données non homogènes et controversées venant de différents pays durant la même période plutôt que d'utiliser des données dans le temps qui montreraient la progression individuelle du développement. La forme en U renversé de la courbe ne vient pas de la progression du développement de chaque pays mais plutôt de différences dans les niveaux de développement entre différents pays. Selon ces données, beaucoup de pays à revenu intermédiaire se situaient en Amérique latine, une région où les inégalités sont grandes depuis longtemps. Dans ce cadre, il semble que l'inclusion ou l'exclusion de tel ou tel pays à structure fortement dualiste modifie les conclusions sur la robustesse de la courbe (Papanek, 1976, in Barthélemy, 1995).

En outre, la courbe de Kuznets serait le résumé de plusieurs courbes, chacune vérifiée dans une partie du

globe. A titre d'illustration, Morrisson (1976) et Lecaillon & Germidis (1977) estiment que pour chaque groupe régional de pays, il y aurait un modèle. Les pays d'Afrique noire et d'Amérique latine auraient un point de retournement de leur courbe situé à un coefficient de Gini supérieur à celui des pays d'Afrique du Nord et d'Asie du sud-est. Oshima (1992, in Barthélemy, 1995) a également mis en exergue cette observation, ce qui, selon l'auteur, constitue une invitation à insérer dans le modèle des variantes de politique économique et de politique sociale.

Barthélemy (1995) a modifié le modèle de base établi par Kuznets en remplaçant les revenus par tête convertis en US \$ par les revenus par tête évalués en terme de parité de pouvoir d'achat des monnaies. Cette façon de procéder a conduit à l'élargissement de l'abscisse se traduisant par un appauvrissement de la qualité de la relation. Ce qui, là encore, est une invitation à insérer d'autres variables explicatives dans le modèle de base.

### Les inégalités : élément essentiel dans la relation entre croissance et réduction de la pauvreté

Les deux dernières décennies ont été marquées par une abondante littérature sur le phénomène de la pauvreté et ses liens avec la croissance et l'inégalité. Une discussion de cette littérature est donnée, à titre indicatif, par Deininger et Squire (1998), Bigsten et Levin (2000). Le bilan empirique indique que la croissance s'accompagne souvent de réduction de la pauvreté mais le lien entre croissance économique et croissance de l'inégalité n'est pas systématique. L'accent mis, au cours des années 90, sur la pauvreté y apporte un nouvel éclairage, en faisant ressortir l'étroite relation qui existe en termes dynamiques entre croissance, pauvreté et inégalités. La problématique de la croissance se trouvait associée au problème de la répartition du revenu pour lutter contre la pauvreté.

Historiquement parlant, différents travaux empiriques ont confirmé cette hypothèse, mais la faiblesse des corrélations obtenues laisse penser que d'autres facteurs entrent en jeu (Paukert 1973, Ahluwalia 1976, in Deininger et Squire, 1998). Des études plus récentes sur des données asiatiques et latino-américaines

confirment l'hypothèse de Kuznets à condition de prendre en compte les différences en capital humain dans les structures agraires et le niveau de protectionnisme qui tous tendent à favoriser les inégalités (Milanovic, 1994).

Motivés par un souci d'homogénéisation des agrégats macroéconomiques comparables dans le temps, Deininger et Squire (1998) ont examiné les changements de revenu par quintiles, et ce en considérant également la population pauvre. Le résultat de leur analyse était qu'il n'y avait aucune évidence d'un modèle en U renversé entre croissance et inégalité. Dans la majorité de cas, ils ont notifié qu'aucun changement dans la distribution des revenus n'a été observé durant les récentes décennies.

Poussant plus loin leurs investigations, les deux auteurs n'ont pas trouvé de liens systématiques confirmant ou infirmant une liaison entre la croissance rapide et l'augmentation de l'inégalité. En effet, il s'est avéré que la croissance rapide a été associée à la fois à l'augmentation de l'inégalité et à sa baisse. De même, il a été également relevé qu'une croissance rapide n'est pas souvent accompagnée d'un changement sur l'inégalité. Dans ce cadre, il est à rappeler que Chen et Ravallion (1997) n'ont pas trouvé de rapport systématique entre le taux de croissance et l'inégalité.

Selon Goudie et Ladd (1999), l'effet de croissance économique sur l'inégalité peut être récapitulé comme suit : d'abord, cet effet peut agir dans n'importe quel sens et ce, indépendamment sur un ensemble des secteurs, mais il y a peu d'évidence convaincante que la croissance change la distribution d'une façon systématique.

En considérant la croissance et les parts de revenu de différents groupes, Deininger et Squire (1998) ont examiné comment l'inégalité initiale et les changements contemporains de l'inégalité influencent l'évolution de la pauvreté. Ils ont conclu que les pauvres (le quintile le plus bas) ont dû souffrir de la croissance visant la réduction des effets de l'inégalité et des mesures qui stimulent cette croissance.

Deininger et Squire (1998) soutiennent que les inégalités de départ devant le patrimoine économique et financier défavorisent davantage les pauvres via

l'accès limité aux ressources financières et, partant, l'incapacité d'investir. Ainsi, une inégalité limitée de patrimoine est doublement avantageuse pour les pauvres, puisque non seulement elle fait augmenter la croissance, mais aussi augmenter spécifiquement les occasions de produire leur propre revenu.

Bigsten & Levin (2000) ont montré que même s'il y a un rapport fort entre la croissance de produit intérieur brut et la réduction de pauvreté, cela pourrait être le cas des pays qui étaient initialement marqués par un niveau d'inégalité sévère limitant toute tentative ambitieuse de réduction de la pauvreté. A partir des années 1990, les travaux empiriques ont marqué un changement vers l'effet opposé : l'inégalité plus grande peut mener à un niveau inférieur de croissance globale. Tel constat, confirmant l'impact négatif d'inégalité sur la croissance, a été mis en exergue tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement (Persson et Tabellini, 1994, Alesina et Rodrik, 1994, in Bigsten & Levin, 2000).

Deiningner et Squire (1998) ont également utilisé leur base de données pour se prononcer sur la nature des liens entre inégalité et croissance. Ils ont constaté que le niveau initial d'inégalité de revenu n'était pas un facteur explicatif robuste de croissance, quoique la hausse des inégalités dans la distribution de terre, proxy variable de la distribution d'actifs constituant le patrimoine économique, ait eu un effet significativement négatif sur la croissance future. Le facteur principal identifié comme une explication possible était l'accès limité aux moyens de financement. Il pourrait être impossible pour les pauvres de financer des études ou de créer des activités économiques, puisqu'ils ne peuvent accéder aux ressources du financement. De surcroît, toute situation de disette pourrait aussi réduire les possibilités de participation au processus politique et à la gestion des affaires publiques. Ce qui d'emblée réduit l'accès des pauvres aux ressources décisionnelles. Ce n'est qu'une fois que les pays deviennent suffisamment riches que cette liaison entre l'inégalité élevée et la croissance basse semble disparaître.

A travers des analyses économétriques, se focalisant sur l'inégalité réduite comme facteur explicatif de la croissance rapide de l'Asie orientale, Birdsall & al (1995) ont montré l'existence d'un effet causal positif

de l'inégalité de revenu basse sur la croissance économique. En outre, ils ont souligné que les politiques ayant contribué à la réduction de la pauvreté et l'inégalité du revenu, dont notamment l'accès à l'éducation de base et les mesures augmentant la demande du travail, ont positivement stimulé la croissance.

Au vu de ces indications, il ressort qu'un effet négatif des inégalités élevées sur la croissance est bien observé. Les pays touchés par un niveau d'inégalité initialement sévère de consommation et de répartition des actifs de patrimoine économique, peuvent alors être moins efficaces dans la réduction de la pauvreté, en raison notamment de la conversion d'une croissance lente et limitée dans la réduction de la pauvreté qui baisse lentement (Goudie et Ladd, 1999). Cependant, il n'est pas facile de généraliser l'impact d'un changement du modèle de distribution sur la croissance. Il est vraisemblable que l'impact peut être sensible au contexte politique et social et à la méthode par laquelle la distribution des actifs de patrimoine est opérée.

### **La croissance et la pauvreté : y a-t-il une relation négative ?**

Depuis l'apparition de la courbe de Kuznets, les travaux empiriques se sont axés sur l'appréhension de la nature du lien entre croissance et inégalités. Cependant, suite à l'essoufflement des politiques de lutte contre la pauvreté, le débat a conduit à ajouter ce troisième terme à la discussion. Aujourd'hui, la grande question qui se pose est de savoir comment accélérer le rythme de réduction de la pauvreté.

La baisse de la pauvreté absolue dépend mécaniquement de deux facteurs : d'une part, l'augmentation du revenu moyen de la population, à distribution relative des revenus inchangés, conduit à une réduction de la pauvreté, et, d'autre part, à revenu moyen inchangé, toute redistribution des revenus en direction des pauvres produit le même effet (cf. l'approche arithmétique ci-dessous présentée). De plus, si potentiellement la croissance et la baisse des inégalités peuvent jouer sur la réduction de la pauvreté, il semble que le premier facteur l'emporte largement sur le second (Banque mondiale, 2001, Klasen, 2001).

En ce qui concerne le lien avec la pauvreté, il a été démontré que toute variation du niveau de la pauvreté peut être décomposée en trois composantes : une composante de croissance traduisant la variation du niveau de revenu moyen, une composante de redistribution traduisant les modifications dans la distribution du revenu et une composante résiduelle exprimant l'interaction entre ces deux composantes (Datt et Ravallion 1991, Kakwani 1993, 2001). Des élasticités de la pauvreté par rapport à la croissance et à l'inégalité, permettent alors de relier la variation de la pauvreté à la croissance (exprimée par la variation de la croissance moyenne) et au changement dans l'inégalité (exprimée par le coefficient de Gini). L'objectif est de voir si un accroissement de la consommation moyenne tend à réduire la pauvreté tandis qu'à l'inverse une augmentation de l'inégalité tend à l'accroître. Ces calculs permettent de définir un taux marginal de substitution entre effet de croissance et effet d'inégalité pour un niveau de pauvreté donné. A partir de données sur l'Inde et le Brésil, Datt et Ravallion (1992) ont montré que l'effet croissance domine largement l'effet inégalités. Des résultats semblables ont été trouvés par d'autres chercheurs pour un certain nombre de pays en développement (cf. Fields, 2001).

Chen et Ravallion (1997) ont trouvé une relation très forte mettant en relief le lien entre la croissance et la réduction de pauvreté. Sur la base d'une répartition des pays du globe selon le sens de variation de la consommation moyenne et du taux de pauvreté, ils ont mis en évidence que pratiquement des corrélations s'établissent entre la montée de la pauvreté et la baisse du revenu moyen, d'une part, et, d'autre part, la baisse de la pauvreté et la recrudescence du revenu moyen. Ainsi, empiriquement, il y a un rapport très fort entre la croissance de revenu par habitant et la réduction de pauvreté. Cependant, si les revenus des plus pauvres sont sensibles à la croissance, cela risque de cacher une dynamique importante au sein de la population pauvre dans la mesure où ce groupe s'avère non homogène.

Par exemple, la bonne réaction de diverses mesures de pauvreté à la croissance et aux changements dans la distribution, diffère selon le milieu de résidence urbain versus rural. En utilisant des données des enquêtes auprès des ménages de 16 pays africains sub-sahariens,

Ali et Thorbecke (1998) ont montré que la pauvreté rurale est plus sensible à la croissance que la pauvreté urbaine. En revanche, cette dernière semble être plus sensible aux changements dans la distribution de revenu.

D'emblé, la concomitance d'une croissance positive et d'une augmentation de la part du revenu national détenue par les pauvres, labellisée depuis peu sous le terme de croissance pro-pauvres, conduira mécaniquement à une réduction de la pauvreté plus forte que si le revenu des pauvres augmente moins vite que celui du reste de la population (Banque mondiale, 2001, Klasen, 2001).

Suite au développement de nouvelles bases de données de portée internationale, les travaux empiriques ont été dominés par deux types d'approches complémentaires pour analyser les liens entre croissance, inégalité et pauvreté. Il s'agit de l'approche économétrique et l'approche arithmétique qui cherche à établir une décomposition comptable de l'effet des deux premiers facteurs sur la pauvreté.

### L'approche économétrique de la relation entre pauvreté, inégalités et croissance

Cette approche est fondée sur la modélisation économétrique de la croissance économique. Son noyau dur est l'utilisation des données disponibles sur la croissance et la pauvreté, ainsi que leur évolution concomitante, pour identifier la valeur de l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen.

L'exploitation des données émanant des enquêtes de type budget-consommation, a mis en exergue différents constats empiriques, tantôt convergents, tantôt divergents. Ainsi, Ravallion (2001), Chen et Ravallion (1997) obtiennent une élasticité du taux de pauvreté, défini comme la proportion de personnes situées en dessous de la ligne de pauvreté à 1\$ PPA (5)

(5) PPA : Parité de pouvoir d'achat, c'est un coefficient de déflation permettant de convertir les prix dans une monnaie commune tout en éliminant les différences de pouvoir d'achat entre monnaies. En d'autres termes, leur utilisation permet d'éliminer l'effet, lors de la conversion, des différences de niveau des prix entre pays.

/jour, comprise entre -2,4 et -3,1 selon la taille de l'échantillon retenu.

Ces premiers résultats ont été fortement critiqués. Heltberg (2002) a notifié que ces études ne tiennent pas compte du fait que l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen dépend également des inégalités de la distribution et du niveau de développement - défini comme le ratio entre le revenu moyen et la ligne de pauvreté retenue -. Pour appuyer cette critique, Heltberg a présenté l'exemple suivant : à considérer que toute la population a le même revenu mais situé à gauche de la ligne de pauvreté. Sous ces deux conditions, une augmentation de 1 % de ce revenu peut se traduire par une réduction ou bien nulle ou bien égale à 100 % du taux de pauvreté. Tout dépend de l'éloignement de la ligne de pauvreté par rapport au revenu moyen.

A contrario, à considérer une distribution log-normale des revenus, autrement dit accepter *in facto* le rôle des inégalités, tout impact d'une croissance du revenu sur la réduction de la pauvreté, dépendra bien évidemment de la position de la ligne de pauvreté par rapport au revenu moyen. Si, par exemple, cette ligne est située à droite du revenu moyen, une augmentation de 1 % du revenu aura un impact proportionnellement plus faible sur le taux de pauvreté que si cette ligne est située à gauche (Heltberg, 2002).

Ravallion (1997, in Bourguignon, 2002) a cherché à prendre en compte l'effet des inégalités sur la valeur estimée de l'élasticité. Il a régressé le taux de réduction de la pauvreté sur une liste de variables incluant la croissance du revenu moyen, l'indice de Gini de la distribution des revenus, l'interaction entre ces deux variables et leur carré. Il a montré que c'est l'interaction entre la croissance et le coefficient (1-Gini) qui détermine le plus le taux de réduction de la pauvreté. De ce constat, il ressort que plus le coefficient de Gini est réduit, plus la réduction de la pauvreté est importante, et, partant, plus est importante la valeur estimée de l'élasticité. Par exemple, pour un Gini égal à 0,25, l'élasticité de la pauvreté, définie par référence à un seuil égal à 1,5 \$ PPA/jour, vaut en moyenne -3,3, contre - 1,8 si le Gini est égal à 0,59.

Bourguignon (2002) a également souligné l'importance de considérer le rapport entre le revenu moyen et la ligne de pauvreté retenue dans le modèle explicatif du

taux de réduction de la pauvreté. Dans un contexte de croissance positive, il a montré que plus ce rapport est faible, tout comme une inégalité des revenus plus forte, plus la réduction de la pauvreté est moins rapide.

De ces constats, il ressort que la croissance agit positivement sur la réduction de la pauvreté, mais tout dépend du niveau d'inégalité. Cependant, de cette conclusion, il ressort d'autres questions aussi importantes que la nature du lien entre croissance et pauvreté. Quelle est la vitesse de réduction de la pauvreté et de quoi dépend-t-elle ? En particulier, quel rôle peut être attribué aux variations des inégalités ?

Par rapport à ces questions, l'étude de Dollar et Kraay (2000), *Growth is good for the poor*, a apporté quelques éléments de réponses. Elle a été établie sur des données émanant de 92 pays, pour lesquels le revenu des pauvres ainsi que le PIB par tête et d'autres variables de contrôle sont observés pour deux années distantes d'au moins 5 ans. Généralement, durant les années de croissance positive, cette étude a montré que la distribution des revenus ne s'est pas accompagnée de modifications significatives au détriment ou en faveur des plus démunis. De telle sorte que le revenu moyen du premier quintile de la population évolue, en moyenne au même rythme que le revenu moyen de la population prise dans sa globalité. Pareils résultats insinuent que la croissance demeure plus ou moins neutre en termes d'inégalités de revenus.

Bien que ces résultats semblent être corroborés par les conclusions des travaux de Deininger et Squire (1998) et de Chen et Ravallion (1997), certains économistes y voient une position claire de la Banque mondiale dans la relégation au second plan, voire dans la mise à l'écart, des politiques de redistribution. De surcroît, ces études ont fait l'objet de vives critiques.

Premièrement, l'échantillon de pays, un panel dans lequel l'unité est observée deux fois, est très hétérogène dans la mesure où il regroupe des pays très riches, des pays à revenus moyens et des pays très pauvres. Cette hétérogénéité émane également de leur organisation sociale et économique (Heltberg, 2002).

Deuxièmement, Ghura et al (2002) ont notifié que le développement de la protection sociale dans les pays riches, minimise les effets des chocs macroéconomiques

négatifs sur la pauvreté. De telle sorte que le lien entre les épisodes de croissance négative et l'augmentation de la pauvreté sera moins évident. Tels effets ne sont pas tenus en compte par Dollar et Kraay. .

Troisièmement, par l'introduction de nouvelles variables explicatives dans la base de données construite par Dollar et Kraay, Ghura et al (2002) ont montré que l'élasticité du revenu moyen des pauvres au revenu moyen de la population vaut 0,82, ce qui est significativement différent de l'unité au niveau 2 %. Pareil résultat relativise les conclusions de Dollar et Kraay. Cependant l'étroitesse de l'écart entre ces deux coefficients, reste loin d'infirmes les conclusions empiriques de Dollar et Kraay. En contrôlant d'autres variables pertinentes, Ghura et al (2002), sont arrivés à un coefficient de l'élasticité de 0,94, tout en restant significativement différent de l'unité.

En somme, les résultats de la littérature empirique présentés ci-dessus renseignent sur la façon dont ont évolué dans le passé croissance et inégalités, et leur conséquence en termes de pauvreté, mais ne disent rien sur les mécanismes de transmission des uns aux autres. En outre, il en ressort que grosso modo la croissance serait, au pire des cas, légèrement inégalitaire, et, au mieux, neutre sur la distribution. Pour ce dernier type de politiques, aucun consensus ne s'est fait, de par le passé, sur l'aboutissement à des résultats probants. Ce qui laisse penser que pour lutter contre la pauvreté, la priorité devrait donc être donnée aux politiques favorisant la croissance.

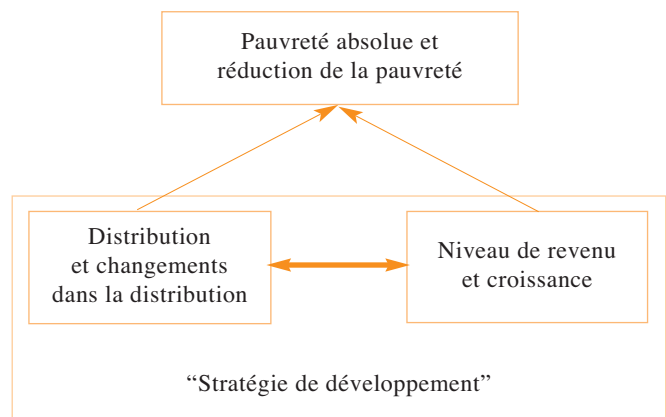
### L'approche arithmétique : le triangle pauvreté-croissance-inégalité

L'approche arithmétique s'intéresse au lien entre la croissance et les inégalités en analysant leurs impacts sur la dynamique de la pauvreté. En d'autres termes, il s'agit d'étudier l'efficacité des stratégies du développement sur l'incidence de la pauvreté. Dans une telle perspective, Bourguignon (2003) a pu clarifier ce débat en fournissant une analyse rigoureuse des rapports existants entre ces trois phénomènes.

En appréhendant la nature des liens qu'entretient la pauvreté avec les inégalités et la croissance, l'auteur a essayé de répondre à trois questions principales : La

croissance réduit-elle la pauvreté ou génère-t-elle plus d'inégalités ? Les inégalités pourraient-elles agir de façon à ralentir ou accélérer la croissance économique ? Il indique que « *There is indeed little controversy among economists about the fact that growth (income) is essential for poverty reduction under the assumption that the distribution of income remains more or less constant. In effect, there is very much evidence which points in this direction, (for example Deininger-Squire 1996, Dollar and Kraay, 2001, Ravallion, 2001)* » (Bourguignon, 2003).

Fig 2 : Le triangle PCI de Bourguignon



En se référant à ce schéma conceptuel et aux travaux de Datt et Ravallion (1992) et Kakwani (1993), Bourguignon (2003) a notifié que la croissance modifie la distribution de revenus, qui elle-même détermine en partie la croissance, sa nature, son niveau et son impact sur la pauvreté. La problématique consiste à mesurer le degré d'indépendance ou d'interaction entre croissance et distribution de revenus et à identifier les canaux de transmission des différents effets sur la pauvreté.

Bigsten & Levin (2000) ont expliqué cette relation comme suit : une variation dans la distribution de revenus peut être décomposée en deux effets. Le premier effet se manifeste par un changement proportionnel dans le revenu, la distribution de ce revenu étant inchangée (effet de croissance). Le deuxième effet se traduit par un changement dans la

distribution du revenu relatif, qui par définition est indépendant du revenu moyen (effet distributionnel).

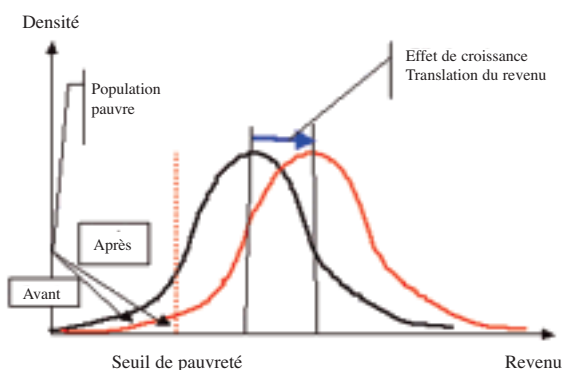
La question relative aux effets de la croissance sur le niveau de vie, est principalement liée à la réduction de la pauvreté absolue étant donnée que la pauvreté relative pose des difficultés de mesure et reste inhérente à la distribution des revenus. Et comme il a été montré que la variation de la pauvreté est fonction de la croissance et de la distribution (Datt & Ravallion, 1992, Kakwani, 1993), ceci explique que la réduction de la pauvreté passe essentiellement par la réduction des inégalités et d'une croissance économique forte.

### Effet de croissance

Pour expliciter l'effet de croissance sur la pauvreté, il importe de considérer la densité de la distribution des revenus sur la figure 3. Elle représente le nombre d'individus pour chaque niveau du revenu sur une échelle népérienne. Elle définit l'incidence de la pauvreté comme l'espace situé en dessous de la courbe de densité à gauche de la ligne de pauvreté.

Sous l'hypothèse d'un accroissement proportionnel similaire du revenu de la population (revenu moyen plus élevé) et d'une distribution des revenus relatifs inchangée, la courbe de distribution se translate vers la droite via un simple déplacement horizontal de la courbe initiale, pourvu que l'échelle népérienne demeure inchangée (cf. figure 3). Pareille translation représente ainsi le « pur effet de la croissance ». Cet effet se manifeste par une moindre incidence de la pauvreté puisqu'il y a moins de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

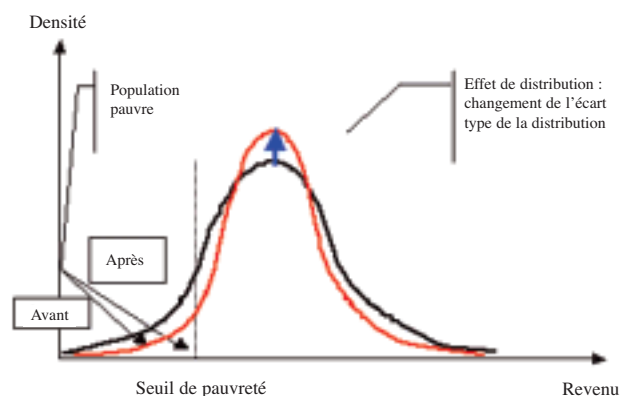
Figure 3 : Effet de croissance



### Effet de distribution

La deuxième option consiste à considérer le revenu moyen inchangé, un déplacement de la courbe initiale de distribution vers la droite se produit par un changement dans la distribution des revenus relatifs et représente ainsi « un effet de distribution ». En d'autres termes, pour une croissance économique donnée (constante), l'effet de distribution sur la pauvreté entraîne un changement dans la redistribution des revenus relatifs. Autrement dit, la plupart des revenus se sont concentrés autour du revenu moyen et donc, ceci diminuera le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (cf. figure 4).

Figure 4 : Effet de distribution



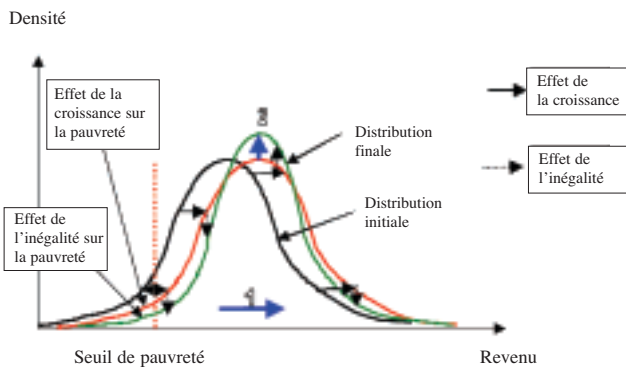
### Effets combinés de croissance et de distribution

Selon Bourguignon (2003), ces deux cas peuvent se présenter pratiquement simultanément. Avec un niveau d'inégalité initial constant, le changement dans la courbe de distribution et son effet sur la pauvreté, peuvent être observés en joignant les deux effets de la croissance et de la redistribution. A considérer une inégalité constante, l'effet pur de la croissance contribue à une réduction rapide de la pauvreté (moins de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté). D'emblée, pour ce niveau de croissance, l'effet de distribution entraîne un changement dans la redistribution des revenus relatifs, de telle sorte que la part relative des plus pauvres dans la distribution du



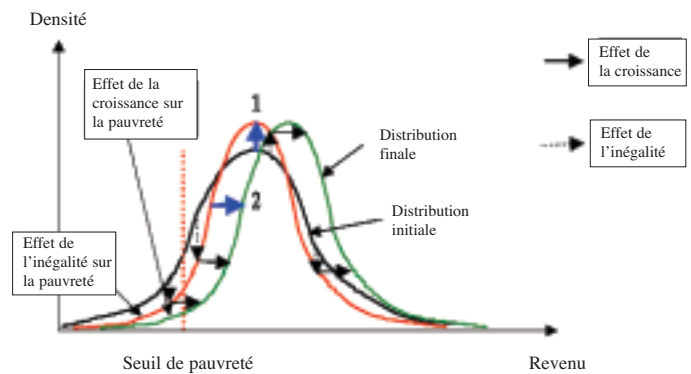
revenu national se trouve améliorée, et donc une réduction plus rapide de l'extrême pauvreté. Ces résultats peuvent être résumés dans le graphique 5. Cette situation est plus proche de la réalité et considère généralement que l'intégration économique apporte souvent un taux de croissance économique élevé qui se traduit par une hausse du revenu moyen en mesure d'agir fortement sur la réduction de la pauvreté (Bourguignon, 2003).

Figure 5 : Effets de croissance et de distribution Premier scénario (Bourguignon, 2003)



Un autre scénario peut être envisagé pour présenter les interactions entre effet de croissance et effet de distribution et leurs impacts sur la réduction de la pauvreté. Pour une croissance économique donnée (constante), l'effet de distribution sur la pauvreté entraîne un changement dans la redistribution des revenus relatifs. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté se trouve réduit. Ainsi, en considérant ce niveau de distribution des revenus relatifs inchangé, un accroissement proportionnel du revenu de la population (revenu moyen plus élevé), se manifeste davantage par une moindre incidence de la pauvreté, il y a donc moins de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (cf. figure 6). Schématiquement, ce scénario indique qu'au lieu de se déplacer d'abord à droite, puis en haut et en bas comme dans le graphique 5, il aurait été possible de se déplacer en premier en haut et en bas, ensuite emmener la courbe à se déplacer à droite. Probablement, ces deux scénarios ne sont pas nécessairement équivalents, mais ils peuvent constituer deux options en matière de lutte contre la pauvreté.

Figure 6 : Effets de croissance et de distribution deuxième scénario



Sur la base de ces changements de la courbe de distribution et de leur décomposition, Bourguignon (2003) établit une identité entre la pauvreté et les effets de croissances et de distribution. Celle-ci explique les changements dans la pauvreté comme une fonction du revenu moyen et de la distribution des revenus relatifs. Elle peut être interprétée comme suit :

**Changement dans la pauvreté  $\equiv$  fonction (croissance, distribution, variation dans la distribution)**

De par cette relation arithmétique, il apparaît que la croissance économique et les changements dans l'inégalité jouent un rôle important sur les changements dans la pauvreté, et ce en fonction du niveau initial du revenu et de l'inégalité. En outre, les effets de ces deux phénomènes sont relatifs et peuvent différer selon les caractéristiques de chaque pays. Dans ce cadre, il importe de souligner que la croissance économique n'agit pas de la même façon sur les inégalités en raison, entre autres, des structures des revenus. Généralement, il est relativement observé que la croissance accroît les inégalités dans les pays pauvres alors qu'elle contribue à les réduire dans les pays à revenu élevé.

Pour parer aux risques d'une croissance inégalitaire productrice de la pauvreté, Bourguignon (2003) précise que le maintien de la redistribution (6) comme un élément complémentaire de la croissance avantage notablement une baisse remarquable du niveau de la pauvreté sur le court et le long terme. Il explique que

(6) En pratique, compte tenu de l'impossibilité d'une redistribution directe du capital, des politiques de redistribution indirectes doivent être mises en œuvre.

cette redistribution doit se faire de façon directe ou indirecte afin d'inciter les personnes des classes aisées de contribuer progressivement dans l'accroissement des potentialités humaines des personnes défavorisées.

C'est pour ces raisons que l'analyse des inégalités monétaires permettra de mieux comprendre pourquoi la croissance à elle seule ne peut pas se suffire pour combattre la pauvreté. La présence des inégalités dans la redistribution est une autre contrainte à gérer pour réduire la pauvreté. Selon les adeptes de l'école non welfariste, ces inégalités peuvent prendre diverses formes telles que l'inégalité de conditions de vie et l'inégalité de potentialité. De façon générale, ces inégalités sociales sont considérées plus importantes que les inégalités de revenus, car vraisemblablement elles se transmettent d'une génération à l'autre.

Tout au long de cette lecture critique, il s'est avéré, en se référant aux analyses théoriques et empiriques, citées ci-dessus, que la variation de la pauvreté dépend essentiellement d'une meilleure égalité et d'une croissance économique forte. Cependant, si les conclusions des études empiriques ne se rejoignent pas toujours, il est en revanche possible d'affirmer que la croissance seule ne suffit pas à réduire la pauvreté, et que redistribuer les revenus et les actifs pour augmenter le bien-être social dans un pays donné n'est pas forcément nuisible à la croissance.

Par ailleurs, des travaux empiriques ont montré que la redistribution doit être privilégiée dans des pays à revenus intermédiaires et inégalitaires, du moins par rapport à des pays à bas revenus et moins inégalitaires. Dans cette dernière catégorie de pays, il faudrait des taux de croissance très élevés pour réduire la pauvreté. Une politique de redistribution est donc une option à considérer. D'autres travaux empiriques ont conclu que quels qu'en soient les effets sur les inégalités, la croissance économique à long terme entraîne une diminution de la pauvreté. Le fait de donner à la croissance la place la plus large possible permet aux plus défavorisés d'en profiter plus de cette croissance, c'est ce que sous-entend la thèse « growth is good for the poor ».

En outre, eu égard à la somme importante des études sur les liens entre croissance, inégalité et pauvreté, un pays peut enregistrer un taux moyen de croissance

élevé sans que les ménages les plus pauvres puissent en tirer profit en raison notamment de l'augmentation des disparités de revenu, c'est-à-dire si les riches se sont enrichis et les revenus des pauvres ont stagné, voire diminué. Cependant, ce type de scénario reste rare étant donné que les indices de la distribution relative tendent à se stabiliser dans le temps. Il est difficile donc d'imaginer qu'il y ait une croissance sans une baisse de la pauvreté.

Le scénario alternatif repose essentiellement sur le changement de la distribution et sa relation avec la croissance. En principe, en appliquant une politique de redistribution, un pays peut réduire les inégalités en dépit de la stagnation de son revenu. Là encore, les politiques visant l'amélioration des revenus des pauvres contribueront à accroître la capacité de l'ensemble de l'économie, et, partant, faisant augmenter les revenus de la population non pauvre.

Quelle que soit la nature de ces liens, ces analyses conduisent à affirmer que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté ; elle en est une condition nécessaire mais doit s'accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités présentes et futures. Dans ce cadre, il serait fortement utile que des travaux empiriques contribueront à clarifier ces constats pour que les programmes et les politiques de lutte contre la pauvreté puissent mieux prendre en compte la relation entre croissance, inégalité et pauvreté dans toute sa complexité. ■

## Bibliographie

- Ahluwalia, M. S. (1976), « Inequality, poverty and development », *Journal of Development Economics* 3, 307-342, in A. Bigsten et J. Levin (2001), « Growth, Income Distribution and Poverty : A Review », *Paper for the WIDER conference on Growth and Poverty*, Helsinki, 25-26 May.
- Ali A. A. G., and Thorbecke, E. (1998), « Poverty in sub-Saharan Africa : Magnitude and Characteristics », AERC, Nairobi, in A. Bigsten et J. Levin (2001), « Growth, Income Distribution and Poverty : A Review », *Paper for the WIDER conference on Growth and Poverty*, Helsinki, 25-26 May.

- Banque mondiale (2001), *Combattre la pauvreté, Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001*, Editions Eska pour la Banque mondiale, Paris.
- Barthélemy P. (1995), « L'hypothèse de Kuznets est-elle encore d'actualité ? », *Revue Région & Développement*, n° 2, 1995.
- Becker G.S. (1967), *Human capital and the personal distribution of income : an analytical approach*, Ann Arbor, Institute of public administration, University of Michigan.
- Bigsten A. et Levin J. (2001), « Growth, Income Distribution and Poverty : A Review », *Paper for the WIDER conference on Growth and Poverty*, Helsinki, 25-26 May.
- Birdsall N. & al (1995), « Inequality and growth reconsidered: lessons from East Asia », *The World Bank Economics Review*, 9 (3), 477-508.
- Bourguignon F., (2003). « The poverty-growth-inequality Triangle », Conférence sur la pauvreté, inégalité et croissance, Agence Française du Développement/ EU Development Network, Paris, Novembre 2003.
- Chen S. & M. Ravallion (1997), « What Can New Survey Data Tell Us about Recent Changes in Distribution and Poverty ? », *World Bank Research Observer*, 11.
- Datt G. & M. Ravallion (1992), « Growth and redistribution components of changes in poverty measures : A decomposition with application to Brazil and India in the 1980's », *Journal of development economics*, n° 83, 275-295.
- Deininger K. et L. Squire (1998), « New ways of looking at old issues : inequality and growth », *Journal of Development Economics*, 57 (1998) : 259-287, the World Bank.
- Demery, L. and Squire L. (1996), « Macroeconomic Adjustment and Poverty in Africa : An Emerging Picture », *World Bank Research Observer*.
- Dollar D. et Kraay A. (2000), *Growth is good for the poor*, Working Paper n° 2587, April, The World Bank, Washington D.C.,
- Fields G. (2001), *Distribution and Development : a New Look at the Developing World*, MIT Press, Massachusetts, Institute of Technology, Cambridge, Massachusetts 02142.
- Ghura D. & al (2002), *Is Growth Enough ? Macroeconomic Policy and Poverty Reduction*, Working Paper n° 02/112, July, International Monetary Fund, Washington D.C.
- Goudie A. & P. Ladd (1999), « Economic Growth and Poverty and Inequality », *Journal of International Development* 11, 177-195, in A. Bigsten et J. Levin (2001), « Growth, Income Distribution and Poverty : A Review », *Paper for the WIDER conference on Growth and Poverty*, Helsinki, 25-26 May.
- Heltberg R. (2002), « The Growth Elasticity of Poverty », *Growth and Poverty*, A. F. Shorrocks et R. Van der Høven (dir.), Oxford University Press, Oxford.
- Kakwani N. (2001), *A Note on Growth and Poverty Reduction*, Mimeo Asian Development Bank.
- Klasen S. (2002), « In Search of the Holy Grail : How to Achieve Pro-Poor Growth ? », Papier présenté à la conférence ABCDE-Europe organisée par la Banque mondiale, Oslo, 24-26 Juin.
- Kuznets S. (1955), « Economic Growth and Income Inequality » in *The American Economic Review*, XLV, 1 (March 1955), 65, p. 1-28.
- Lecaillon J. et D. Germidis (1977), *Inégalités des revenus et développement économique*, P.U.F., Paris, in Barthélemy P. (1995), « L'hypothèse de kuznets est-elle encore d'actualité ? », *Revue région & développement* n° 2, 1995.
- Morrisson C. (1976), « La répartition des revenus dans les pays du Tiers-Monde : un état de la recherche », *Mondes en développement*, n° 16.
- Oshima H.T., 1992, « Kuznets's curve and Asian Income Distribution Trends », *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 33, n° 1, in Barthélemy P. (1995), « L'hypothèse de kuznets est-elle encore d'actualité ? », *Revue région & développement*, n° 2, 1995.
- Papanek G.F. (1976), « Economic Growth, Income Distribution and the Political Process in Less

- Developed Countries », Paper presented at a Symposium on Income Distribution and Economic Inequality, Bad Homburg, June, in P. Barthélemy (1995), « L'hypothèse de kuznets est-elle encore d'actualité ? », *Revue région & développement*, n° 2, 1995.
- Paukert, F. (1973), « Income distribution at different levels of development : a survey of the evidence », *International Labor Review* 108 91973, 97–125.
- Ravallion M. (2001), « Growth, Inequality and Poverty : Looking Beyond Averages », *Development Research Groupe, World Bank*.
- Soudi K. (2006), « Croissance économique, emploi et dynamique de la pauvreté. Cas du Maroc », Communication présentée au séminaire interrégional sur *Economic growth, employment and poverty reduction, organisé par le ILO et UNDP*, Caire 21-23 novembre.

**Les Cahiers**  
d u P l a n

**Des exemplaires des numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 en phase d'épuisement peuvent être procurés auprès du :**

**CND (Centre National de Documentation)**

**M. Adnane BENCHAKROUN**

**Tél. : 037 77 10 32 / 037 77 09 84 / 037 77 30 08**

**Fax : 037 77 31 34**

**Haut Agdal – Rabat**

# Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi

## Cas du Maroc



Par Jamal BAKHTI, HCP

*Le déséquilibre croissant entre le potentiel de la main d'œuvre disponible et le niveau de développement économique du pays a conduit, au cours des dernières années, à des taux de chômage élevés au niveau national. La croissance économique qui représente la variable qui agissant directement sur l'offre d'emploi n'a pas encore emprunté un sentier de croissance forte et durable, alors que la population en âge d'activité, qui est la composante principale qui détermine le comportement de la demande sur le marché de l'emploi, est de plus en plus importante. Ainsi, en dépit des mesures et politiques de l'emploi adoptées par les pouvoirs publics, l'offre d'emploi liée aux faibles niveaux de croissance économique demeure insuffisante pour absorber l'augmentation de la demande. De ce fait, le déséquilibre sur le marché de l'emploi ne cesse de s'amplifier.*

*Le présent travail vise à mettre l'accent sur la relation entre la croissance et l'emploi à travers un modèle économétrique. C'est un modèle à correction d'erreur, qui relie l'équilibre de long terme, entre la croissance économique et l'emploi créé au niveau des secteurs concurrentiels non agricoles, avec la dynamique d'ajustement de court terme. Il permet ainsi de simuler des prévisions à court terme de l'emploi marchand non agricole.*

L'évolution de l'emploi et de la croissance, au cours des dernières années, montre bien dans quelle mesure la capacité de l'économie marocaine peut répondre aux besoins de la société en terme d'emplois. En effet, les performances économiques réalisées ont eu des conséquences directes sur le marché de l'emploi. De ce fait, la croissance instable, qui a marqué les années passées, s'est traduite par des fluctuations concomitantes au niveau de l'emploi.

Le mouvement erratique de la croissance économique résulte essentiellement des fluctuations du secteur agricole. En fait, l'évolution sectorielle de la croissance et de l'emploi fait ressortir l'irrégularité du secteur agricole, caractérisé par des fluctuations importantes ainsi que par l'impact limité de sa croissance sur les créations de nouveaux emplois.

En effet, comme l'emploi dans le secteur agricole concerne essentiellement les « aides familiaux », ce

secteur, qui rassemble l'essentiel de l'emploi dans le milieu rural, ne peut plus jouer de rôle important en matière de création de nouveaux emplois. De ce fait, le volume d'emplois créés dans ce secteur s'exprime essentiellement en terme de réduction du niveau des sous emplois que de créations proprement dites.

Ainsi, la part du secteur agricole dans l'emploi total est en diminution continue. Cependant, malgré la tendance décroissante de la contribution de ce secteur à l'emploi total, il demeure un pourvoyeur important de l'emploi au niveau national quand les conditions climatiques sont favorables pour une bonne année agricole.

Quant aux secteurs non agricoles, qui deviennent de plus en plus importants que ce soit en terme de production et de croissance ou en terme de création d'emplois, leurs évolutions sont beaucoup moins erratiques et s'inscrivent dans des sentiers tendanciels. Ainsi, l'offre d'emploi par l'économie nationale devient

de plus en plus déterminée par le développement des secteurs secondaire et tertiaire. De ce fait, cette analyse empirique, basée sur un modèle économétrique, se limite dans le cadre de ce travail aux secteurs marchands non agricoles.

### Cadre théorique du modèle

Pour la modélisation du lien entre la croissance et l'emploi, on s'appuie sur l'équation économétrique de demande de travail, fondée sur l'hypothèse de représenter le processus de production, dans les secteurs marchands non agricoles, par une fonction de production à facteurs complémentaires et à rendement d'échelle constant.

Cette fonction de production considère que le coût relatif du capital par rapport au travail n'intervient pas dans la demande des facteurs des entreprises. De ce fait, le niveau d'emploi est déterminé uniquement en fonction des débouchés que les entreprises anticipent pour leur production et indépendamment du coût relatif du travail au capital.

Outre cette spécification, qui ne retient pas les salaires dans la fonction de demande de travail, l'étude des données trimestrielles de l'emploi et de la valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles, durant la période 1999-2006 (1<sup>er</sup> trimestre 1999 – 1<sup>er</sup> trimestre 2006), montre bien l'existence d'une relation de long terme entre ces deux variables. Cette relation de long terme révèle, ainsi, la possibilité d'estimer le comportement dynamique de l'emploi marchand non agricole avec un modèle à correction d'erreur.

### Approche d'élaboration du modèle

L'approche adoptée pour l'élaboration du modèle est basée sur la formulation développée par Breschling en 1976, généralement utilisée dans les modèles à correction d'erreur d'estimation de l'emploi, où la variable expliquée (emploi) fluctue au tour d'une cible, correspondant à sa trajectoire de long terme.

Le choix d'une telle modélisation repose sur l'hypothèse que les entreprises, à chaque période, cherchent à combler, seulement partiellement, l'écart entre l'emploi désiré et réalisé de la période précédente. Cette modélisation traduit ainsi le comportement

dynamique de l'emploi qui s'ajuste avec retard à la variation de la production. Les raisons principales derrière ces délais d'ajustement de l'emploi sont à la fois techniques et tactiques.

En fait, les entreprises ajustent avec retard leurs effectifs aux variations de la production (d'où les fluctuations autour de la cible d'emploi), du fait des délais nécessaires à l'embauche ou au licenciement des employés. Ces délais tiennent en partie au choix, pour les entreprises, de mûrir une décision qui pourrait être coûteuse si les évolutions anticipées de la production ne se confirmaient pas. Il existe en effet des coûts tant à l'embauche (coûts de recherche, d'organisation, de formation) qu'au licenciement (coûts de procédure, paiement d'indemnités, perte d'un capital humain formé à la spécificité de l'entreprise).

L'existence de délais d'ajustement entre les évolutions de l'emploi et celles de la production donne naissance à ce qu'on appelle le cycle de productivité : en période de retournement conjoncturel à la hausse, les entreprises augmentent leurs effectifs, mais avec un certain retard par rapport à la hausse de la production, ce qui engendre à court terme une hausse de la productivité apparente du travail. A l'inverse, en période de retournement conjoncturel à la baisse, on observe plutôt une diminution de la productivité ou tout ou moins une moindre hausse. La productivité apparente du travail présente ainsi généralement un profil procyclique.

### Spécifications des équations du modèle

Dans le modèle, on suppose la stabilité des gains tendanciels de la productivité apparente du travail.

Soit  $Y$  le volume du produit intérieur brut et  $L$  le niveau des effectifs employés.

On calcule, d'abord, la productivité observée du travail :

$$prod = Y / L$$

La tendance de la productivité apparente de travail est estimée en régressant la productivité apparente sur le temps :

$$\text{Log}(prod) = a * t + b$$

Ce qui permet d'estimer la productivité désirée :

$$pl_t^* = \exp(a * t + b)$$

L'emploi désiré dépend de la production et de la productivité désirée :

$$L_t^* = Y_t / pl_t^*$$

Soit la forme du modèle reliant l'emploi effectif à l'emploi désiré :

$$\Delta \text{Log}(L_t) = \alpha_2 * \Delta \text{Log}(Y_t) + \beta_2 * (\text{Log}(Y_{t-1} / L_{t-1}) - (a * t_{-1} + b)) + c_2$$

Après des simplifications mathématiques on obtient :

$$\Delta \text{Log}(L_t) = \alpha_2 * \Delta \text{Log}(Y_t) + \beta_2 * (\text{Log}(Y_{t-1} / L_{t-1}) - (a * t_{-1} + b)) + c_2$$

### Forme générale du modèle

En notant  $Y(t)$  le volume du produit intérieur brut et  $L(t)$  le niveau des effectifs employés à la date  $t$ , la forme du modèle à correction d'erreur s'écrit :

$$\Delta \text{Log}(L_t) = \alpha * \Delta \text{Log}(Y_t) + \beta * [\text{Log}(Y/L)_{(t-1)} - \text{cible}_{(t-1)}] + \text{constante}$$

Où

$\text{Cible}_{(t)}$  correspond à la trajectoire de long terme du logarithme de la productivité apparente du travail. A long terme, la productivité apparente du travail croît à un taux constant et se traduit, par ailleurs, par :

$$\text{cible}_{(t)} = a * t + b \text{ (constante).}$$

Le coefficient  $\beta$  doit être positif (\*) : si la productivité apparente du travail est supérieure (resp. inférieure) à sa cible de long terme, le niveau d'emploi doit tendre à augmenter (resp. diminuer) pour rapprocher la productivité du travail de sa cible.

### Application du modèle

Dans le cadre de ce travail, l'emploi est mesuré par l'effectif des actifs occupés, âgés de 15 ans et plus, dans les secteurs marchands non agricoles, et la croissance est mesurée par le PIB en volume des secteurs marchands non agricoles. L'utilisation des données de l'emploi et du PIB des secteurs marchands non agricoles (\*\*) pour des fins d'estimation nécessite un certain traitement de ces données.

### Les données

Les données statistiques relatives au PIB sont fournies par la Direction de la Comptabilité Nationale et celles relatives à l'emploi sont fournies par la Direction de la Statistique (HCP). L'information statistique utilisée couvre la période s'étalant du 1<sup>er</sup> trimestre 1999 au 3<sup>e</sup> trimestre 2006. Soit 31 observations trimestrielles pour chacune des deux variables. L'évolution des séries des données relatives à ces deux variables est présentée dans les figures A.1 et A.2 en annexe A. Les deux séries affichent une tendance à croître dans le temps et comme elles ne semblent pas avoir une moyenne constante, elles se révèlent non stationnaires. Donc une analyse appropriée de ces séries s'avère nécessaire pour déterminer leur état de stationnarité et les transformations nécessaires pour les rendre stationnaires.

La productivité apparente du travail mesurée par le PIB sur l'emploi est présentée dans la figure A.3. L'évolution de la productivité affiche une tendance avec rupture à partir du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2002. Ainsi, la tendance ne respecte pas l'hypothèse de gains de productivités constants. De ce fait, la cible correspondant à la trajectoire de long terme de la productivité apparente du travail doit tenir compte de cette rupture. Dans la figure A.4, est présentée l'évolution de l'emploi effectif par rapport à l'emploi désiré.

### Etude des séries

Les théories standard de l'inférence statistique en économétrie classique reposent sur l'hypothèse que les données utilisées sont stationnaires. Mais les études récentes ont montré que la plupart des séries chronologiques utilisées en macro économétrie ont une tendance à croître dans le temps, donc ne satisfont pas les conditions de stationnarité qui dépendent de deux facteurs fondamentaux : des tendances déterministes et des tendances stochastiques. La question de non-stationnarité est très reliée à la question

(\*) Dans le cas d'un modèle (MCE) standard le coefficient terme de rappel doit être négatif.

(\*\*) Dans la suite de l'étude les mots emploi et PIB désignent respectivement l'emploi et le PIB des secteurs marchands non agricoles.

de cointégration, la spécification de ces deux concepts est donnée dans les deux sections suivantes.

### **Concept de stationnarité**

La stationnarité est l'une des conditions nécessaires à l'inférence statistique. Une série est dite stationnaire si elle a une moyenne et une variance constantes dans le temps et si la corrélation entre deux observations ne dépend que de leurs positions relatives dans la série et non de leurs positions absolues. Si ces conditions ne sont pas respectées, il est nécessaire de transformer les données.

La transformation appropriée d'une série non stationnaire dépend de la nature de la tendance. Lorsque cette série ne contient qu'une seule tendance déterministe, il suffit de la mesurer en terme de déviation par rapport à cette tendance pour qu'elle devienne

stationnaire. Dans le cas d'une série contenant une tendance stochastique ou "racine unitaire", il s'agit, pour la rendre stationnaire de la mesurer en différence première. La détermination de la source de non-stationnarité (tendance déterministe ou stochastique) est aussi importante dans la mesure où elle nous permet de savoir si les chocs sur les variables vont avoir un effet temporaire ou permanent.

Plusieurs tests tels que le test de Dickey Fuller Augmenté et le test de Phillips-Perron permettent de déterminer si les variables sont stationnaires. Après l'utilisation des tests, si l'hypothèse de stationnarité est rejetée, il y a lieu de procéder à certaines transformations pour rendre la série stationnaire. De même, il est possible que des combinaisons linéaires de certaines variables non stationnaires soient stationnaires, dans ce cas, ces variables sont dites cointégrées.

### **Concept de cointégration**

La non-stationnarité des séries temporelles est très liée à la notion de cointégration. Une série est dite intégrée d'ordre 1,  $I(1)$ , lorsqu'elle possède une racine unité et quand la série possède  $d$  racines unités elle est intégrée d'ordre  $d$ ,  $I(d)$ . Un groupe de séries intégrées d'ordre  $d$  est dit cointégré, s'il existe une combinaison linéaire non nulle de ces séries qui est intégrée d'ordre strictement inférieur à  $d$ . Cette combinaison linéaire est appelée l'équation de cointégration.

Généralement, une combinaison linéaire de deux séries intégrées ou plus, d'un certain ordre, donnerait une série intégrée du même ordre. Alors que, certaines combinaisons linéaires peuvent être intégrées d'ordre inférieur. Comme certaines séries peuvent se comporter différemment à court terme, il est possible qu'il existe des relations d'équilibre de long terme de façon que ces variables soient liées sur un horizon plus long. Donc l'équilibre économique à court terme peut différer du résultat d'équilibre économique à long terme.

De cette façon, pour un vecteur  $X_t$  de dimension  $(N,1)$  dont les éléments sont  $I(d)$ , avec  $d > 0$ , les séries en  $X_t$  sont dites cointégrées d'ordre  $(d,b)$ , noté  $CI(d,b)$ , s'il existe au moins un vecteur cointégrant,  $\beta_i$ , de dimension  $N \times 1$ , de façon que  $\beta_i' X_t \sim I(d-b)$ , pour  $d \geq b > 0$  et  $\beta_i \neq 0_{N \times 1}$ . En plus, pour un vecteur  $X_t$  composé de  $N$  variables, il peut exister jusqu'à  $N-1$  vecteurs cointégrants linéairement indépendants, Paquet (1994).

Ainsi, si une combinaison linéaire de variables non stationnaires est stationnaire, les variables sont dites cointégrées et la combinaison linéaire peut être interprétée comme une erreur d'équilibre. Pour tenir compte des erreurs d'équilibre, on peut utiliser le modèle à correction des erreurs (MCE). Ce modèle est fondé sur des techniques statistiques des séries non stationnaires et permet de relier l'existence d'une relation de long terme entre les variables avec la dynamique d'ajustement de court terme.

### **Application des tests de stationnarité**

Premièrement, nous effectuons les tests de stationnarité sur les variables transformées en logarithme. Ces tests sont nombreux, mais les tests les plus faciles et les plus utilisés pour les racines unitaires sont ceux développés par Fuller (1976) et par Dickey et Fuller (1979). Ils sont appelés les tests de Dicky-Fuller. Une description de ces tests est donnée dans la section suivante.

#### **Test de Dickey-Fuller**

Ce test permet de déterminer si un choc a un effet permanent ou non sur les séries. L'hypothèse nulle correspond à la présence d'une racine unitaire, donc le rejet de cette hypothèse signifie qu'un choc donné a un effet temporaire sur la série en question.



L'hypothèse nulle :  $H_0 : \Phi = 0$  est testée contre l'hypothèse  $H_1 : \Phi < 0$

Où  $\Phi = \gamma - 1$  pour le modèle :

$$X_t = \alpha + \beta t + \gamma X_{t-1} + \mu t$$

Dans cette équation  $\alpha$  est une constante,  $t$  est une tendance et  $\mu t$  est un bruit blanc qui est distribué selon la loi normale. Quand  $\alpha = \beta = 0$ , c'est le cas sans tendance et sans la constante, et quand seulement  $\beta = 0$ , c'est le cas sans tendance mais avec la constante. La statistique  $t$  utilisée dans le test est la suivante :

$$t = \frac{\Phi}{\sigma(\Phi)}$$

Ce test ne tient pas compte de l'autocorrélation des erreurs. Pour cette raison nous allons utiliser le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) qui en tient compte, en rajoutant des retards de la variable endogène  $X_t$ . Après soustraction de  $X_{t-1}$ , l'équation devient :

$$\Delta X_t = \alpha + \beta t + (\gamma - 1)X_{t-1} + \sum_{i=1}^l \delta \Delta X_{t-i} + v_t$$

La statistique  $t$  reste la même et l'hypothèse nulle :  $H_0 : \Phi = 0$  est testée contre  $H_1 : \Phi < 0$

Pour effectuer ce test ADF, la procédure décrite dans Paquet (1994) consiste à :

- Fixer d'abord le maximum des retards,  $I_{\max}$  puis estimer la régression augmentée et vérifier ensuite si  $\delta$  (dans  $\delta \Delta X_{t-I_{\max}}$ ) est significatif.

- Si c'est significatif, on continue avec le test de racine unitaire. Si non, il faut réduire de 1 le nombre de retards et réestimer. On vérifie de nouveau est ce que le dernier retard sur  $\Delta X_t$  est significatif.

- On réitère cette deuxième étape jusqu'à l'obtention d'un coefficient significatif. Après, on continue avec le test ADF.

L'utilisation du logiciel Eviews pour effectuer ce test est assez simple. La procédure consiste à fixer le nombre de retards maximal pour chaque variable en suivant les instructions du logiciel. Cela, permettra d'avoir automatiquement le nombre de retard (significatif) choisi selon le critère d'Akaike et les statistiques nécessaires pour vérifier le test.

La valeur de la statistique  $t$  est comparée avec les valeurs critiques de MacKinnon pour le nombre de retards significatif. Si la statistique ADF est plus petite (en valeur absolue) que les valeurs critiques reportées de MacKinnon, on ne peut pas rejeter l'hypothèse de non-stationnarité et de l'existence de racine unité, ce qui veut dire que les séries ne sont pas stationnaires. Dans ce cas nous testerons si les séries sont intégrées d'ordre 1 ou plus.

### Résultats des tests

Le tableau suivant présente les résultats du test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) pour les variables PIB, emploi effectif et emploi désiré.

Variables	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
PIB (Y)	0	7,09	- 1,95	0	0,31	- 2,93	0	- 1,87	- 3,50
Emploi (L)	3	4,08	- 1,95	3	0,54	- 2,93	0	- 7,82	- 3,50
Emploi désiré (L*)	1	0,74	- 1,95	1	- 2,10	- 2,93	0	- 7,76	- 3,50

Le logiciel Eviews 5.1 a été utilisé pour effectuer le test ADF. Les valeurs critiques sont prises à 5 % de probabilité (Tables de Dicky-Fuller).

La comparaison des valeurs de la statistique  $t$  (ADF) avec les valeurs critiques de Mackinnon, indique que les trois variables sont non stationnaires.

### Tests sur les séries transformées en différence première

Le tableau suivant présente les résultats du test ADF pour les trois variables en différence première.

Variables	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
PIB D(Y)	0	-3,24	- 1,95	0	- 7,82	- 2,93	0	- 8,32	- 3,50
Emploi D(L)	0	-9,97	- 1,95	2	- 5,55	- 2,93	2	- 5,55	- 3,50
Emploi désiréD(L*)	0	-12,65	- 1,95	0	- 1,55	- 2,93	2	- 5,14	- 3,50

Les valeurs critiques sont prises à 5 % de probabilité (Tables de Dicky-Fuller).

Les résultats trouvés montrent que les trois variables en différence première sont stationnaires. Ainsi, l'étude des séries a révélé que les trois variables sont, individuellement, non stationnaires en niveau, et stationnaires en différence première. Alors, ces variables sont intégrées de même ordre 1, I(1), donc elles peuvent être cointégrées.

Tout comme il peut être dangereux de négliger la non-stationnarité des variables dans le cadre d'une étude statistique, il peut aussi être dangereux de négliger des relations de long terme éventuelles entre les niveaux des variables qui ont été « stationnalisées » par l'application de l'opérateur de différence première. Ainsi, l'étude de la cointégration entre les variables s'avère nécessaire.

### Test de cointégration

Pour déterminer si les variables non stationnaires et intégrées de même ordre sont cointégrées, il y a plusieurs méthodes, dont la méthode d'Engle et Granger (1987) et le test de Johansen. Nous avons opté pour la méthode en deux étapes d'Engle et Granger qui a le grand avantage d'être simple : la première étape de cette méthode consiste à estimer la relation de cointégration par la méthode des moindres carrés ordinaires et la deuxième consiste à tester la présence de racine unité dans les résidus estimés.

#### Première étape

Dans le cas de deux séries  $X_{1t}$ ,  $X_{2t}$  non stationnaires, rechercher un vecteur de cointégration revient à former le modèle de régression suivant :

$$X_{1t} = a X_{2t} + \mu_{1t}$$

Cette équation de régression, appelée équation de cointégration statique, peut être estimée par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

#### Deuxième étape

Nous appliquons le test de racine unité aux résidus de l'équation ci-dessus, les hypothèses à tester sont les suivantes :

$$H_0 : \text{non cointégration} \quad \Leftrightarrow H_0 : \mu_1 \sim I(1)$$

$$H_1 : \text{cointégration} \quad \Leftrightarrow H_1 : \mu_1 \sim I(0)$$

Si l'étude de cointégration révèle l'existence d'une combinaison linéaire stationnaire entre les deux variables non stationnaires individuellement, cela explique l'existence d'une relation stable à long terme entre les variables, et dans ce cas le modèle à correction d'erreur peut être estimé.

#### Application du test

La relation de long terme entre l'emploi et le PIB est à vérifier par l'application du test de cointégration. Toutefois, d'autres relations de long terme sont aussi à vérifier à savoir la relation entre l'emploi effectif et l'emploi désiré et la relation entre la productivité apparente du travail et sa cible qui représente sa tendance temporelle avec rupture.

En effet, pour l'élaboration du modèle, l'approche adoptée part de l'hypothèse d'une relation de long terme entre l'emploi effectif et l'emploi désiré pour aboutir ensuite à celle reliant la productivité apparente du travail à sa cible qui correspond à sa tendance temporelle de long terme. Cela permettra de retracer ainsi l'ajustement dynamique de la productivité apparente à sa cible de long terme à travers l'ajustement dynamique de l'emploi à la production.

Ainsi, on applique le test de cointégration aux vecteurs (L, Y, Constante), (L, L\*, Constante) et (Y/L, cible). Dans une première étape on estime la relation de cointégration par la méthode des moindres carrés ordinaires. Les équations de régression estimées sont présentées, respectivement, dans les tableaux B.1 à B.3 en annexe B.

Dans une deuxième étape, qui consiste à tester la présence de racine unité dans les résidus des équations estimées, le test ADF est appliqué aux résidus des régressions de cointégration des vecteurs (L, Y, Constante), (L, L\*, Constante) et ( $\mu$  Y/L, cible), et les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Combinaison	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
L, Y, Cst	0	- 8,31	- 1,95	0	- 8,18	- 2,93	0	- 8,16	- 3,50
L, L*, Cst	0	- 10,31	- 1,95	0	- 10,19	- 2,93	0	- 10,15	- 3,50
Y/L, cible	0	- 10,37	- 1,95	0	- 10,24	- 2,93	0	- 10,12	- 3,50

Les valeurs critiques sont prises à 5 % de probabilité (Tables de Dicky-Fuller).

Les résultats montrent que tous les résidus sont stationnaires. Alors, l'étude de la cointégration a révélé l'existence d'une combinaison linéaire stationnaire entre les variables de chaque vecteur, qui sont individuellement non stationnaires, ce qui indique l'existence de relation de long terme entre les variables suivantes :

Emploi effectif (L) et PIB (Y),

Emploi effectif (L) et emploi désiré (L\*),

Productivité apparente(Y/L) et sa cible de long terme (avec rupture).

Comme ces relations de cointégration sont acceptées, le modèle à correction d'erreur qui relie l'équilibre de long terme entre la croissance et l'emploi avec la dynamique d'ajustement de court terme peut être estimé, et sa validation peut être vérifiée ensuite.

### Présentation du modèle estimé

$$\Delta \text{Log}(L_{(t)}) = 0.68 * \Delta \text{Log}(Y_{(t)}) + 1.72 * [\text{Log}(Y/L)_{(t-1)} - (0.01 * (t-1) + 0.02 * ((t-1) < 2002.5) - 0.03 * (((t-1) = 2000.25) - ((t-1) = 2000.75)) - 0.02 * ((t-1) = 2004.5))] + 34.48$$

Y : PIB marchand non agricole en millions de dirhams constants ;

L : emploi des secteurs marchands non agricoles en milliers de personnes ;

t : temps démarrant au 1<sup>er</sup> trimestre 1999.

La méthode des moindres carrés ordinaires a été appliquée à l'estimation du modèle. Le logiciel Eviews 5.1 a été utilisé pour l'étude des séries, l'estimation des équations et la simulation du modèle. Le modèle estimé est présenté dans le tableau B.4 en annexe B. Les résultats sont satisfaisants selon les critères statistiques usuels. Le coefficient « terme de rappel » est bien significativement positif, donc la représentation à correction d'erreur est validée.

Les statistiques globales d'ajustement sont les suivantes :

$$R^2 = 0,73 \quad DW = 2,08$$

### Prévision et simulation

Le pouvoir prédictif d'un modèle économétrique est l'une des étapes les plus importantes dans l'analyse d'une variable telle que l'emploi. Le modèle présenté peut être utilisé pour des fins de simulation ou de prévision. Il faut tout d'abord introduire la variable exogène appropriée qui, dans ce cas-ci, est le PIB marchand non agricole. C'est la variable qui est considérée être la déterminante de l'évolution de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles.

Pour illustrer l'usage du modèle, estimé sur la base de 29 observations trimestrielles, une simulation a été

réalisée sur la période d'observation, et a permis de générer ensuite des prévisions à l'intérieur de l'échantillon (Figure A.5) et hors échantillon (Figure A.6). Pour les prévisions hors échantillon, on s'est limité à deux observations. Le modèle est simulé sur deux périodes n'ayant pas été utilisées pour l'estimation pour ne pas réduire la taille de l'échantillon et limiter davantage la significativité des coefficients estimés.

Pour analyser la performance du modèle comme outil de prévision, nous faisons appel à l'erreur absolue moyenne en pourcentage et au coefficient d'inégalité de Theil-U2 ainsi que sa décomposition en trois parties.

Dans l'estimation de la proportion de l'erreur absolue moyenne, on exprime la valeur de l'erreur moyenne absolue (EMA) en pourcentage sur la série effective.

$$PEAM = 100 * [\sum_{t=1}^T | (P_t - A_t) / A_t | / T]$$

$P_t$  = valeur prévue à la période  $t$  ;

$A_t$  = valeur actuelle à la période  $t$  ;

Le coefficient de Theil est défini à partir de l'erreur de prévision quadratique au carré :

$$U^2 = [(\sum_{t=1}^T (P_t - A_t)^2 / T)]^{1/2} / [(\sum_{t=1}^T (P_t)^2 / T)^{1/2} + (\sum_{t=1}^T (A_t)^2 / T)^{1/2}]$$

Le coefficient de Theil est généralement compris entre 0 et 1. Plus  $U^2$  est le plus petit possible, c'est-à-dire que l'erreur relative de prévision soit la plus faible possible, plus les prévisions sont bonnes. Quand ce coefficient atteint le seuil 0, cela implique un ajustement parfait.

Ce coefficient de Theil  $U^2$  peut être décomposé en trois parties et s'exprime ainsi en termes relatifs comme la somme de la proportion du biais, de la proportion de la variance et de la proportion de la covariance, c'est à dire :

proportion du biais ( $U^m$ ) + proportion de la variance ( $U^s$ ) + proportion de la covariance ( $U^r$ ) = 1

La proportion du biais indique en partie l'erreur systématique dans la série prévue, en mesurant la distance entre la valeur moyenne de la série prédite et la valeur moyenne de la série observée (il est toujours souhaitable que la valeur de cette proportion soit près de zéro et ne soit pas plus élevée que 0.2).

La proportion de la variance indique la différence de variabilité de la variable qui nous intéresse entre la série prévue et la série observée sur l'échantillon d'épreuve (il est toujours souhaitable que la valeur de cette proportion soit près de zéro, des valeurs élevées de cette proportion sont inquiétantes).

Quant à la proportion de covariance, c'est une mesure de l'erreur non systématique de la série prévue. Plus elle est grande mieux on s'en porte. (Il est souhaitable que la valeur de cette proportion soit près de l'unité).

Les évaluations de ces statistiques pour les simulations réalisées sur le modèle sont fournies dans les tableaux suivants :

Prévision à l'intérieur de l'échantillon		
proportion de l'erreur absolue moyenne		2.37%
Coefficient d'inégalité de Theil et sa décomposition		
Statistique Theil	$U^2$	0.0136
proportion du biais	$U^m$	0.0001
proportion de la variance	$U^s$	0.0009
proportion de covariance	$U^r$	0.9990

Les résultats de l'erreur absolue moyenne en pourcentage, du coefficient de Theil et de ses composantes montrent bien que la qualité de la prévision à l'intérieur de l'échantillon d'observation est assez bonne, avec l'erreur absolue moyenne de 2.37 % et l'erreur relative moyenne de prévision d'environ 1.36 %, et comme principale source d'erreur : l'erreur non systématique qui est proche de l'unité.

A partir du modèle, nous avons aussi généré des prévisions hors échantillon. La taille limitée de l'échantillon d'observations nous a contraint à arrêter notre choix sur deux prévisions hors échantillon pour les deux trimestres 2006q2 et 2006q3.

Prévision hors échantillon		
proportion de l'erreur absolue moyenne		2.14 %
Coefficient d'inégalité de Theil et sa décomposition		
Statistique Theil	$U^2$	0.0130
proportion du biais	$U^m$	0.2911
proportion de la variance	$U^s$	0.7080
proportion de covariance	$U^r$	0.0000

D'après les résultats qui se dégagent du tableau ci-dessus, la qualité des prévisions hors échantillon est aussi bonne. En fait, malgré l'insuffisance de la proportion du biais et de la variance, l'erreur relative moyenne de prévision est de 1.30 %, et l'erreur absolue moyenne est de 2.14 %, ce qui donne une bonne impression de la qualité des prévisions hors échantillon comme l'indique aussi la figure A.6 qui montre que la prévision du modèle capte assez bien les points de retournement.

La situation de l'emploi au Maroc est en relation avec l'ensemble du système économique et social du pays et surtout en relation avec la politique du développement des différents secteurs productifs et créateurs d'emploi.

En effet, ce travail d'investigation empirique nous a montré qu'au Maroc l'emploi, dans les secteurs marchands non agricoles, a une relation d'équilibre de long terme avec le développement économique mesuré par la croissance du PIB dans ces secteurs. En plus, le modèle à correction d'erreur nous a montré qu'il existe aussi une relation de court terme entre la croissance économique et l'emploi. Ainsi, le rôle important de la croissance économique dans la création d'emploi est mis en évidence.

Ce modèle économétrique, est un outil de prévision à court terme de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles. Il retrace l'ajustement dynamique de l'emploi à sa cible qui correspond à sa trajectoire de long terme. La tendance de la productivité apparente du travail retenue dans le modèle ne respecte pas

l'hypothèse de gains constants, et présente une rupture à partir du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2002.

Pour l'élaboration de ce modèle, les séries chronologiques utilisées ont été analysées pour examiner leur état de stationnarité et ce, à l'aide du test de Dickey- Fuller augmenté. Cela a permis de conclure que les variables (Y, L, L\*) ne sont pas stationnaires en niveau et stationnaires en différence première. Les tests de cointégration basés sur la méthode de deux étapes d'Engle et Granger (1987) appliqués aux vecteurs (L, Y, Constante), (L, L\*, Constante) et (Y/L, cible), indiquent l'existence de relation de cointégration entre les variables de chaque vecteur.

Ainsi, l'existence de relations stables à long terme entre ces variables indique la possibilité d'estimer le comportement dynamique de l'emploi par un modèle à correction d'erreur. L'estimation du modèle a donné un terme de correction d'erreur positif (le bon signe dans le cas de ce modèle) et significatif, donc la représentation du modèle à correction d'erreur a été validée.

Le modèle a été simulé sur la base d'un échantillon de 29 observations. Quant aux résultats de nos prévisions, nous constatons que les prévisions hors échantillon sont bonnes et captent les points de retournement. Pour la prévision à l'intérieur de l'échantillon elle est aussi assez bonne.

Les résultats du présent travail nous semblent très encourageants. Ils révèlent la possibilité d'appliquer certaines techniques économétriques spécifiques à la résolution de problématiques économiques bien précises. ■

## Annexe A

### Evolution des variables et résultats des simulations

Figure A.1 : Produit intérieur brut des secteurs marchands non agricoles (Y)

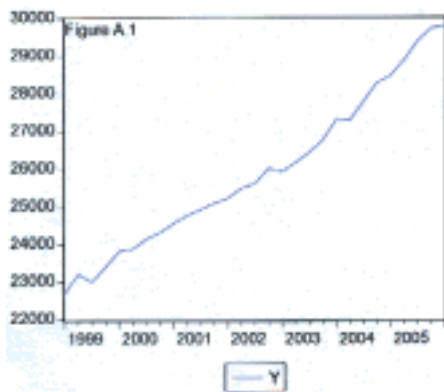


Figure A.2 : Emploi des secteurs marchands non agricoles (L)

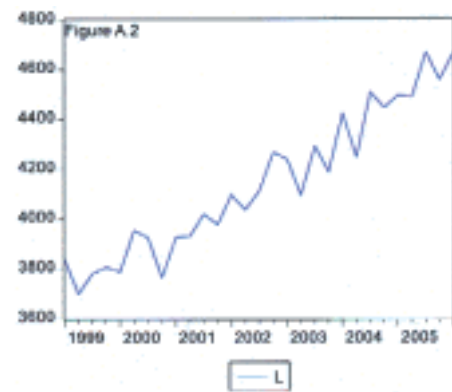


Figure A.3 : Productivité apparente du travail en milliers de dirhams par personne transformée en logarithme (prod) et sa tendance (prod\_tend)

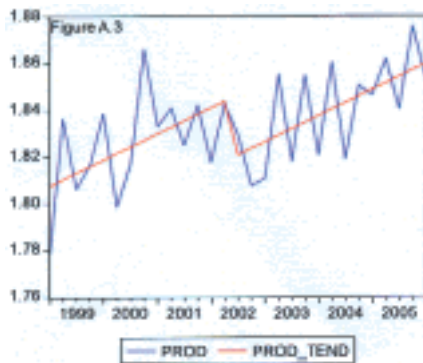


Figure A.4 : Emploi effectif et emploi désiré (L, L\_desiré) ;



Figure A.5 : Emploi réalisé et simulé à l'intérieur de l'échantillon (L, L\_simulé)

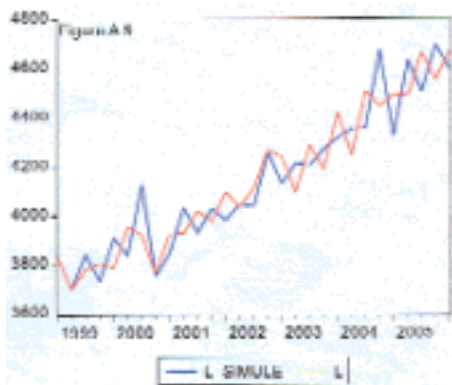
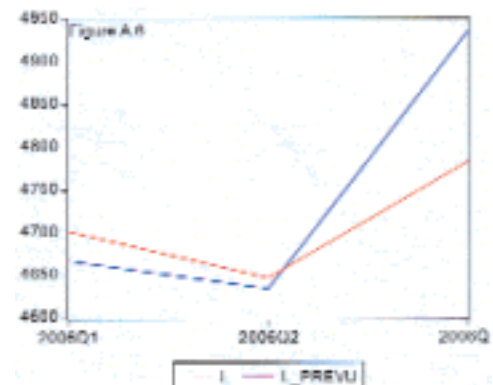


Figure A.6 : Emploi réalisé et simulé hors échantillon (L, L\_prévu).



## Annexe B

**Tableau B.1**

<b>Dependent Variable : LOG(L), Sample : 1999 : 1 2006 : 1</b>				
<b>Included observations : 29, Method : Least Squares, LOG(L) = C(1)*LOG(Y)+ C(2)</b>				
	<b>Coefficient</b>	<b>Std. Error</b>	<b>t-Statistic</b>	<b>Prob.</b>
C(1)	0.838495	0.044284	18.93437	0.0000
C(2)	- 0.192153	0.449972	- 0.427034	0.6727
R-squared	0.929963	dependent var		8.327531
Adjusted R-squared	0.927369	S.D. dependent var		0.069664
S.E. of regression	0.018775	Akaike info criterion		- 5.046153
Sum squared resid	0.009517	Schwarz criterion		- 4.951857
Log likelihood	75.16922	Durbin-Watson stat		2.626651

**Tableau B.2**

<b>Dependent Variable : LOG(L), Sample : 1999 : 1 2006 : 1</b>				
<b>Included observations : 29, Method : Least Squares, LOG(L) = C(1)*LOG(L*)+ C(2)</b>				
	<b>Coefficient</b>	<b>Std. Error</b>	<b>t-Statistic</b>	<b>Prob.</b>
C(1)	0.989453	0.053295	18.56544	0.0000
C(2)	0.087831	0.443834	0.197892	0.8446
R-squared	0.927356	Mean dependent var		8.327531
Adjusted R-squared	0.924665	S.D. dependent var		0.069664
S.E. of regression	0.019121	Akaike info criterion		- 5.009606
Sum squared resid	0.009871	Schwarz criterion		- 4.915309
Log likelihood	74.63928	Durbin-Watson stat		2.561115

**Tableau B.3**

<b>Dependent Variable : LOG(Y/L), Sample: 1999:1 2006:1, Method: Least Squares</b>				
<b>LOG(Y/L)=C(1)*T+C(2)*(T&lt;2002.5)+C(3)*((T=2000.25)-(T=2000.75))+C(4)*(T=2004.5)+C(5)</b>				
	<b>Coefficient</b>	<b>Std. Error</b>	<b>t-Statistic</b>	<b>Prob.</b>
C(1)	0.010894	0.002846	3.828000	0.0008
C(2)	0.023068	0.011910	1.936906	0.0646
C(3)	- 0.031043	0.011321	- 2.742092	0.0114
C(4)	- 0.025892	0.016557	- 1.563850	0.1309
C(5)	- 19.99137	5.703541	- 3.505080	0.0018
R-squared	0.568649	Mean dependent var		1.833153
Adjusted R-squared	0.496757	S.D. dependent var		0.022524
S.E. of regression	0.015979	Akaike info criterion		- 5.279559
Sum squared resid	0.006128	Schwarz criterion		- 5.043818
Log likelihood	81.55360	Durbin-Watson stat		2.892569

**Tableau B.4**

<b>Dependent Variable : DLOG(L), Method : Least Squares, Sample(adjust):1999:2 2006:1</b> <b>DLOG(L) = C(1)*DLOG(Y)+ C(2)*(LOG(Y(-1)/L(-1))-( 0.01*T(-1)+ 0.02*(T(-1)&lt;2002.5)</b> <b>- 0.03* ((T(-1) = 2000.25)-(T(-1) = 2000.75)) -0.02*(T(-1) = 2004.5))+C(3)</b>				
	<b>Coefficient</b>	<b>Std. Error</b>	<b>t-Statistic</b>	<b>Prob.</b>
C(1)	0.683188	0.437652	1.561031	0.1311
C(2)	1.725026	0.211165	8.169102	0.0000
C(3)	34.48555	4.220909	8.170172	0.0000
R-squared	0.728472	Mean dependent var		0.006989
Adjusted R-squared	0.706750	S.D. dependent var		0.030164
S.E. of regression	0.016335	Akaike info criterion		- 5.290106
Sum squared resid	0.006670	Schwarz criterion		- 5.147370
Log likelihood	77.06148	Durbin-Watson stat		2.081154

## Références bibliographiques

- Ambler, S. (1989), « La stationnarité en économétrie et en macro-économie », *Cahier de recherche* n° 15, Centre de recherche sur les politiques économiques, Université du Québec à Montréal, Canada.
- Annales marocaines d'Economie*, « Le dilemme de l'emploi au Maroc » Revue de l'association des économistes marocains, Hiver-Printemps 1997.
- Artus, P., Deleau, M et Malgrange, P (1994), *Modélisation macroéconomique*, Edition Economica.
- Bakhti, J. (1999), « Développement d'un modèle macroéconomique de prédiction du compte courant : les cas du Maroc, de la Tunisie, de la Jordanie et de l'Egypte ». Mémoire Master sc, Université du Québec à Montréal, Canada.
- Brillet, J.L (1994), « Modélisation économétrique, principes et techniques », Edition Economica.
- Christine, G., M. Laurent et N. F. Eumanuelle, « Une modélisation du lien entre croissance et emploi », Note de conjoncture INSEE, France.
- Gourieroux, C., Monfort, A (1995), *Séries temporelles et modèles dynamiques*, 2<sup>e</sup> édition Economica.
- Greene, W.H. (1993), *Econometric Analysis*, Second Edition, New York, Macmillan.
- Paquet, A. (1994), « A Guide to Applied Modern Macroeconomics » Document technique : Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques (CREFE), université du Québec à Montréal, Canada.
- Vues Economiques*, « L'emploi au Maroc » Dossier co-réalisé avec la CNJA, *Revue semestrielle* du CPM. n° 2, 1992.



## The social dimension of health in Morocco



*It is widely accepted these days that close links exist between a country's level of social and economic development and the health status of its population. Health is an integral part of development, as individuals both contribute to and benefit from the development of the country in which they live. On one hand, any economic and social progress will eventually have a positive effect on the health of the population and on the other, the human energy generated by improvements in the population's health will contribute to social and economic development.*

*These causal links are widely recognized on a macro or national level and even more so on a micro level, that of the individual. As early as the Alma-Ata Conference on Primary Health Care in 1978, the 'social' nature of health was unanimously recognized. According to the Declaration adopted at the end of the Conference, health is not merely the absence of disease*

*or infirmity. It is a state of physical, mental and social well-being – the threshold under which individuals cannot enjoy a physical condition that enables them to lead a socially and economically productive life.*

By Abdel-Ilah Yaakoubd\*  
INSEA

At that time, such a declaration underlined the point to which health was already dependent on social issues and the degree to which the two were interlinked. The scientific literature and reports written on the subject during the years since then have all confirmed the inextricable nature of these links. In developing countries such as Morocco, with its striking social inequalities and obvious regional differences, the links between health and social issues take on even greater proportions.

It is these proportions that we intend to study in this report. Such a task is bound to come across a number of difficulties linked to the availability and reliability of statistical data on indicators that could provide insight to our study. For this reason, the first part of this report will be dedicated to the assessment of existing data concerning this issue. Having revealed the strengths and weaknesses of these data, we will go on to analyse the social and health inequalities on a

macro level. Area and region of residence will serve as spatial vectors to illustrate these inequalities and forward explanations as to their existence.

In the third and fourth parts of this report, we will look at similar inequalities that concern two specific groups of the population, children on one hand and women of childbearing age on the other. It is not by chance that these two categories take priority in our analysis and interpretation of the assumed links between social and health issues.

On one hand, the health of these two sub-populations is particularly prone to the insidious impact caused by social problems. It is, indeed, well-known that women

\* Professeur de démographie à l'INSEA, Vice-Président de l'Association Internationale des Démographes de Langue Française (AIDELF), membre du Comité Exécutif du Forum Arabe des Sciences Sociales et la Santé et auteur de nombreuses publications et recherches dans les domaines de la population et de la santé.

and children suffer more greatly from a lack of resources in poor and deprived areas. It is common practice in families coming from a socially and economically underprivileged background to distribute resources according to family status rather than biological needs, with men coming before women, boys before girls, adults before children and the old before the young (1). This makes our two target populations the most affected by social exclusion and the most dependent on the prevailing socio-economic context. It also reveals 'gender' as a fundamental social dimension in the collection and analysis of information on social inequalities in health, as Moroccan society continues to be marked by mass poverty and the significant marginalization of its female population (2).

On the other hand, more statistical data are available for these same sub-populations than any other and they have been the subject of the most frequent field surveys. We should, however, note that whether in terms of information or research and study, it is the health aspect of these two populations that seems to attract the most attention. Purely social issues, whether tackled individually or in conjunction with health issues, continue to be of less general interest.

We will end this report with a series of recommendations on a number of levels from conceptual to analytic. These will include the data collection system and the political and institutional components. Our recommendations have two goals: to increase knowledge of this subject and improve the performance of future actions.

### Source data and their limits

In Morocco, compared with some countries that are very similar, not only in terms of culture and history, but also in terms of development potential(3), theoretical studies and health surveys undertaken from a social point of view are still scarce. This scarcity is in large part due to the country's persistent lack of statistical information capable of shedding a sufficiently broad and convincing light on the subject. On one hand, we still lack information on many social and health aspects. On the other, the existing information on the few indicators relating to these aspects is flawed by a

number of gaps resulting notably from the fact that it is not fully representative, is often unreliable and regularly lacks sufficient detail to be of real use.

When we consult, for example, the Annual Statistical Book published by the Directorate of Statistics every year, or the "Santé en chiffres" (Health Figures) also published yearly by the Ministry of Health, we cannot fail to note that the only information available is the number and cause of deaths in urban areas and that these are only broken down according to sex and place of residence. No indication of age or socio-demographic characteristics is given.

In addition to the limited nature of this information, which severely restricts the use to which it may be put, one must also underline the fact that it is unreliable and far from representative. Coming from routine hospital records, first of all the cause of death is not always correctly diagnosed due to the fact that it is most often transcribed by paramedical staff, under-qualified for this task. Secondly, it only provides information on morbidity in urban areas. That of rural areas, home to nearly half the Moroccan population and suffering the highest levels of poverty and poor social and health conditions, remains unknown.

These weaknesses, as undesirable as they are restrictive, continue to mar the Moroccan health statistics, thereby reducing their significance and range of use. Given the obvious failings of the routine record-keeping system, one has no choice but to settle for the field survey data collected to date. Whether focused on health issues or aimed at a better understanding of the socio-economic profile of the Moroccan population, these surveys remain, at present, the source from which

(1) See Gage A.J. and Njogu W. (1994), « Gender inequalities and demographic behaviour », the Population Council. See also Toubia N. et al (1994) : "Arab women : a profile of diversity and change" The Population Council and Obermeyer C.M. (1995): "Family, gender and population in the Middle East, policies in context" The American University of Cairo Press.

(2) One look at the indicators that measure the influence of gender on the right to education, work, decision- making, etc. is enough to realize the degree to which this marginalization exists. The position in which it continues to place Moroccan women in nearly all the sectors listed above is considerably more backward than that suffered by their Tunisian or Algerian counterparts.

(3) Let us cite the example of Tunisia, amongst others.

is derived most of the statistical information on social and health indicators.

One must highlight the fact that socio-economic issues on one hand and concerns as to how to measure the health of specific categories of the population on the other, are themes that have been the subject of a number of surveys. Concerning health matters for instance, Morocco has implemented a whole range of surveys, most of which have been carried out as part of an international programme. Such was the case for the WFS, DHS, PAPCHILD and PAPFAM surveys carried out by the Ministry of Health in collaboration with one or other international organization. Social or socio-economic themes such as poverty, standard of living, housing, consumption, employment or the status of women have also been the target of field operations, usually led by the Directorate of Statistics. Among these operations, let us note those dealing with information that is particularly relevant to this report: the National Survey on the Standard of Living of Households (1990-1991 and 1998-1999) and the National Survey on the Time Budget of Women (1997-1998).

Although these surveys have gone a long way in reducing the lack of statistics related to social and health indicators, they are far from flawless. A number of problems still remain and a great deal remains to be done before the various elements that make up the Moroccan statistics services are in a position to produce data of a high enough standard to satisfy the needs of researchers and address priorities required for knowledge generation and for action. Of these gaps and weaknesses, it is worth pointing out the following :

- The limited scope of the surveys carried out by the Ministry of Health. Whether it be the DHS surveys in 1987 and 1992, the 1997 PAPCHILD survey or the 2003-2004 PAPFAM survey, they all systematically gave priority to investigations on maternal and child health and those aspects directly or indirectly linked to reproductive health. In doing so, they irremediably limited the knowledge of health problems to two categories of the population which they continually targeted : children and women of childbearing age. Health problems concerning female populations under or over childbearing age consequently remain little documented and largely unknown. Even the health
- of women of childbearing age is only studied from a reproductive angle. Little or no information exists on the subject of health issues unrelated to reproduction.
- The infrequency of the surveys. This allows only periodical follow-up of the social and health indicators these surveys are the only one to produce – and thus renders regular analysis of trends hardly possible to perform. It should be noted that almost all the indicators relating to maternal and child health on one hand and to any given social aspect of Moroccan society on the other, come respectively from surveys conducted on an irregular basis either by the Ministry of Health or the Directorate of Statistics.
- The static manner in which even the most relevant variables are constantly dealt with by those surveys. As most of the surveys are retrospective, they only take into account the characteristics of the population, especially those of a socio-economic nature, at the time of the survey, when it is well known that these characteristics usually evolve in time. As a result, any changes in these are not and cannot be taken into account, simply because questions as to the form they may take and their meaning still do not figure on the questionnaires that make up these surveys.
- The constant relegation of qualitative information to a secondary role. The last decade has certainly witnessed a growing awareness of the usefulness of this type of information, along with genuine improvements in the manner in which it is collected and analysed. However, investigations carried out from this point of view remain limited both in scope and subject matter. On one hand, most of them only consider the reproductive aspect of the health issue, something for which quantitative surveys have already been criticized. On the other, they are, for the most part, still few and far between, and lacking depth in their view of health from a social viewpoint.
- Description still remains the dominant characteristic in scientific literature on health and its social determinants. The majority of research studies published on the question continue to limit themselves to a merely descriptive vision based on the presentation of a series of figures and survey results. While this is not wholly useless, description alone is

not enough. One must also explain and highlight the relationship, interrelationship and interaction between health indicators and the social factors on which they directly, or indirectly, depend.

### Health and social inequalities : intertwinement of the social and spatial dimensions

A summary indicator of the average lifespan in a given population, life expectancy at birth can also be seen as a general barometer of the health status and well-being of the population as a whole. Any progress in terms of life expectancy is a direct result of efforts made to improve the health conditions of the population and reduce the incidence of specific or endemic diseases. It is, therefore, in examining the change in this indicator that we will carry out an initial assessment of the results achieved by Morocco in an attempt to ensure wider and more equitable access to a better level of health for all the segments of its population. The following table summarizes the information base for making such assessment.

Table 1

#### Change in life expectancy at birth by sex and area of residence (1987-2001)

	1987		1994		2001	
	Men	Women	Men	Women	Men	Women
Urban	67.8	71.8	69.4	73.7	71.0	75.4
Rural	61.1	63.0	64.0	65.9	66.2	68.1
Both	63.7	66.4	66.3	69.5	68.0	72.1

Source : Directorate of Statistics (2003)

This table shows the official estimates of life expectancy at birth by sex and place of residence for 1987, 1994 and 2001. The differences shown by the two sexes are in keeping with universally established and generally observed figures. At all times and in all places, female life expectancy is greater than that of men. The difference is, however, twice as great for women living in urban areas than for their rural counterparts. The former can expect to live on average at least four years longer than men living in an urban area. The latter, on

the other hand, have a life expectancy that is only two years longer than rural men. These differences do not seem to diminish with time, but rather remain unchanged from one year to another.

The contrast between rural and urban areas does not concern women alone. The differences that penalize rural men compared to their urban counterparts are equally considerable. While the differences between rural and urban areas have diminished slightly, they remain substantial. According to the estimates reported in the table below, urban men who lived in the average seven years longer than their rural compatriots in 1987 still lived five years longer in 2001. During the same period, urban women who enjoyed a life expectancy nearly nine years longer than their rural counterparts continued to outlive them by at least seven years, 14 years later.

This is evidence indeed of the influence of the living environment on the length and quality of life of Moroccan people and how much the numerous disadvantages that go with living in rural areas still weigh heavily on the living conditions and health of those who live there. These disadvantages include not only problems of access to basic services, but also a number of discriminating socio-economic factors.

The lack of health facilities and poor access to basic services remain distinctive features of rural life in Morocco. Data on average distances to the nearest health facility do show the extent to which rural Morocco is under-equipped. According to the findings of the latest survey on the standard of living of households (ENNVN 1998-1999), more than 30 % of the rural population in Morocco has to travel at least 10 kilometres to reach the nearest health facility. Of all the areas that the health system is supposed to cover, meeting health needs of rural women remains the least provided for. Whether in terms of maternity beds (1 bed for 2770 women of childbearing age), or the number of midwives (there are only 65 midwives and birth attendants for the entire rural population), the shortfall is painfully obvious. This goes a long way to explaining the high price paid by the Moroccan countryside in terms of maternal mortality : 267 deaths per 100 000 live births, according to the very recent PAPFAM survey (2003-2004).

Along with the shortage of social and health facilities, poor access to basic services makes life even more difficult for rural families and increases their exposure to a number of health risks. For example, drinking water supply remains a privilege of a small minority of rural households. According to the latest census carried out in Morocco in September 2004, only 18.1 % of rural households have access to drinking water (Table 2). As a result, many rural families are obliged to cover varying distances daily in order to obtain their household water supply. This arduous and energy-consuming task is usually left to women and, added to their numerous other responsibilities (childbearing, children's education, housework, collecting wood, etc.), it increases their vulnerability and damages their health.

*Table 2*

**Percentage (%) of households having access to some basic facilities according to their area of residence in 2004**

	Urban	Rural	Both
Running water	83.0	18.1	57.5
Electricity	89.9	43.2	71.6
Sewage disposal system	79.0	1.7	48.6

Source : Census (2004).

If, in addition to being scarce, water is contaminated ; the people using it, and particularly the women, run the risk of contracting waterborne diseases. The critical role played by this vital source in terms of spreading disease has been highlighted by WHO, according to whom 80 % of diseases are linked to an inadequate water supply and storage conditions. For example, trachoma affects more than 500 million people around the world and causes blindness among many of them. In Morocco, although the National Programme for the Prevention of Blindness, initiated in 1991, has significantly reduced the prevalence of this endemic disease, it continues to strike the hardest in areas where the water supply is most difficult and to affect more severely women than men (4) .

Overcrowding, insalubrity, lack of comfort and hygiene, etc., are other large-scale, socio-economic factors which continue to have negative effects on health.

Cramped housing conditions, combined with more and more people living under the same roof, have led to a constant increase in occupancy rates. This increase in the density of households is a well-known factor in the spread of communicable diseases. As the results of the 2004 census indicate, this situation is worsened by the fact that many households are still without electricity and not connected to a sewage disposal system.

Once again, it is in rural areas that these shortcomings are the most prevalent and without doubt the most dangerous for the health of the population. More than half the rural households still do not have electricity and less than 2 % are connected to a sewage disposal system. This kind of situation can only lead to an increase in health-damaging risk factors.

The situation concerning urban households, although definitely better overall, is not without a number of shortcomings that put the population's health at risk. The shanty towns are still home to 8 % of the urban population in 2004 and more than a third of all city-dwelling families live crowded into two-room dwellings at best. In addition to this, one urban household in ten does not have electricity and nearly two in ten are not connected to the sewage disposal system and have no access to drinking water.

These examples clearly confirm that the socio-economic inequalities that govern the right to healthy living conditions and adequate health care services depend, above all, on the surrounding environment. Whether one lives in the countryside or in town, in a suburban area or modern housing development, the hygiene conditions and health care opportunities vary to a great extent. These differences are even greater when the region of residence is taken into account.

The extreme centralization that has characterized development plans and policies implemented in Morocco since its independence has irreversibly led to uneven regional development from which the health sector has not remained unscathed. The decentralization efforts and community/local development approaches

(4) For more on this subject, see : Ministère de la Santé (2000) : 10 années d'épidémiologie au service de la santé. Direction de l'Epidémiologie et de la Lutte contre les Maladies, p. 59.

that have taken place on a large scale during recent years are still far from making up for the huge shortfalls that the neglected areas have accumulated to date. Up to 2002, the number of inhabitants per physician, measured on a national scale at 2123, dropped to a mere 380 in Rabat, whereas it reached 6362 in Taounate. In the same way, the number of public hospital beds for 100 000 population, estimated in the same year at 87 for the whole of Morocco, rose to 444 in Rabat and was only 31 in Berkane.

These figures go to show how the uneven development that took place over a long period only served to accentuate the marginalization of certain regions of the country, resulting in the unfair exclusion of the populations of these regions from the benefits of that very same development. This exclusion is not only felt at the level of basic health care. It is, above all, experienced in terms of quality of life and the socio-economic factors that make it possible for the population to have a level of well-being that conforms to basic survival needs.

Nothing illustrates this subject better than the continuous struggle of populations living in the provinces that suffer the most from exclusion. Identified by the Social Priorities Programme (Programme de Priorités Sociales) (5) and targeted for the most part by the National Human Development Programme (Initiative Nationale pour le Développement Humain – INDH)(6) , these provinces are home to more than a quarter of the Moroccan population. According to the 1998/98 survey on the standard of living of households, they suffer from a level of poverty far higher than the national average : 26.6 % as opposed to 19 % for Morocco in general. Nearly all these provinces are situated in the extreme north and south of the country – regions that are the most economically deprived and suffer the most from isolation and a lack of facilities and basic services. The populations living there are mainly rural, with 75 % living in the countryside.

All these unfavourable social and economic conditions have turned these provinces into the largest and most prolific pockets of poverty and social exclusion in the country. In addition to this socio-economic marginalization, the serious lack of health facilities and medical personnel only serves to worsen the

situation by increasing the health risks to the population living there and depriving them of medical care. The average distance to the nearest medical centre for 42.1 % of this population is estimated at 10 kilometres with a journey time of 47 minutes (7). Added to this, only 11 % of the country's registered doctors practise in these provinces and only 16.1 % of the nation's hospital beds are to be found there. These constraints, made worse by the lack of roads and means of communication, force many of the population to give up any idea of medical care when they are ill and seriously hinder evacuations in emergency cases.

These facts are, without no doubt, responsible for the obvious under-reporting that distorts the levels of morbidity recorded in these provinces (see Table 3). The level of morbidity in these deprived areas is, indeed, surprisingly low (13.8 %) when compared to that of the provinces supposed to be relatively well-developed (17.5 %). The equally low level of medical consultations in deprived areas (56.7 % versus 68.5 % in the other provinces) gives further proof of the obvious lack of medical facilities in these regions and explains the above-mentioned under-reporting concerning their level of morbidity.

As we can see in the table below, the areas where social insecurity and lack of information are the most prevalent also suffer from poor medical facilities and a lack of social services. Provinces targeted by the BAJ programme – those whose populations are the least well-off on a number of levels – not only have the highest levels of poverty and illiteracy, but also poor

(5) This programme, commonly referred to as the BAJ programme (Barnamaj Al Aoulaaouiyat Al Ijtimaiya), covers the fourteen most deprived provinces in the Kingdom : Al Hoceima, Al Haouz, Azilal, Chefchaouen, Chichaoua, Essaouira, El Kelâa des Sraghna, Ourzazate, Safi, Sidi Kacem, Taroudant, Taza, Tiznit and Zagora. It is based on priority actions on three levels : basic education, health and national development. Its aim is to bring the targeted populations up to an acceptable standard of living.

(6) Launched by His Majesty King Mohamed VI on 18 May 2005, the INDH was an initiative that signalled a break with accepted public policies on poverty and exclusion. It was based on a programme of economic and social development in a number of fields (employment, education, health, housing conditions, basic services, etc.) and targeted isolated and/or poor communities.

(7) For more on this subject, see : Directorate of Statistics (2002) : « Accessibilité aux soins de santé et niveaux de vie »(Accessibility to health care and living standards), p. 42.

**Table 3**  
**Selected social and health indicators**  
**for provinces targeted by the BAJ social priorities programme and provinces not covered by the programme**

Indicator	Provinces targeted by the BAJ programme	Provinces not covered by the BAJ programme	National
Proportion of rural population (%)	74,5	34,7	44,5
Proportion of illiterate people in the population over 15 years (%)	68,2	47,5	52,4
Poverty rate (%)	26,6	16,3	19,0
Reported morbidity rate (%)	13,8	17,5	16,5
Social & medical coverage rate (%)	8,5	15,2	13,5
Rate of medical consultation (%)	56,7	68,5	66,0
Rate of coverage of pregnant women with antenatal visits (%)	38,4	62,7	55,0
Average yearly expenditure on hygiene and medical care per person (in Dirhams)	300,5	618,9	535,8

Source: ENNVN (1998-1999).

social and health coverage and have less access to health services.

On the other hand, in the provinces that were not included in the BAJ programme, those where the population is supposed to be better-off overall, social and economic insecurity is considerably lower and social and medical services by far the most accessible.

With more than two thirds of the population illiterate and over a quarter living under the poverty line, the provinces that suffer from the highest degree of marginalization find themselves with the lowest levels of social and medical coverage and medical consultation (8.5 % and 56.7 % respectively). More than six out of ten women living in these areas receive no antenatal care whatsoever during pregnancy. In addition to this, spending on hygiene and medical care is at its lowest level in these provinces, with the average yearly expenditure per person being less than half that recorded in other provinces.

On the other hand, in the provinces that were not covered by the BAJ programme, less than half the population suffers from illiteracy (47.5 %), 16.3 % live below the poverty line and the health indicators are considerably

more favourable. Social and medical cover is nearly twice as widespread (15.2 %), medical consultations are far more frequent (68.5 %), antenatal care during pregnancy definitely more common (62.7 %) and spending on hygiene and medical care far greater.

The figures concerning social and health matters shown above reflect the extent to which social issues are inextricably linked to the spatial context in modern-day Moroccan society. The eternal dualism that opposes “*a useful Morocco*” against “*a useless Morocco*” is once again shown to be the source of inequality and contrast on all levels. Health and social issues are just two areas in which these contrasts and inequalities come to light, underlining the two-tier system that has governed the country’s progress since its independence. Whilst the highest authorities have recently expressed their will to consider the country as one state in an attempt to bridge the gap that separates the two Moroccos, the fact remains that years of exclusion will be hard to make up for.

The vast majority of the country (74.5 %) remains rural and handicapped by isolation and lack of facilities. Bringing this rural Morocco in line with its urban

counterpart (65.3 %) requires urgent and concrete action in a number of different sectors. Developing rural areas, expanding the basic service network, improving social and medical facilities and living conditions, raising hygiene standards and creating sources of income, etc., these are but some of the areas in need of priority action. Without effective action programmes in these fields, we cannot hope to free large portions of the population from the insecurity and economic and social vulnerability in which they find themselves and even less from their unenviable conditions of health and medical care.

### Social inequalities and their effects on the health of young children

Over and above the constraints imposed by living conditions, there can be no doubt that the effects of social and economic context vary according to age and gender. The first years of a child's life are those during which its health and chances of survival are the most directly dependent on the social and economic status of its parents. It is also the age when the effects of different treatment according to gender are felt the most in terms of child health, especially that of girls.

Often considered as one of the indicators of socio-economic development and well-being, infant mortality is also frequently used as one of the best indicators of the health status of a population at large. Variations according to the parents' socio-economic profile indicate the degree to which children's health and chances of survival depend on the conditions in which they are born and raised. As the following table clearly indicates, being born in the countryside or in town, of an illiterate mother or one with a decent education, in needy conditions or relative comfort, are all socio-economic factors that weigh heavily on a child's chances of enjoying good health for its survival.

The socio-economic influence on infant and child mortality in Morocco is best seen when the latter is broken down into its main components. Of these, post-neonatal mortality shows the greatest inequalities resulting from social and economic causes. This is further evidence of the influence of social and economic context on Moroccan children's health and chances of

survival. Of almost exclusively exogenous origin, linked to a number of reasons including hygiene, food and care, the causes of post-neonatal mortality are, in fact, of an essentially socio-economic nature. If we are to believe the findings of the latest health survey (PAPFAM 2003-2004), the level of this mortality is multiplied by nearly five when one passes from the richest category (5 ‰) to the poorest (24 ‰). The differences between the same two categories are, on the other hand, much less striking in terms of neonatal mortality. Here the risk of death during the first month of life is only twice as likely for children born into the poorest 20 % of the population than in the richest 20 %. Less striking, but nonetheless considerable inequalities come to light when other social and economic factors are taken into account.

These inequalities, seen as indicators of mortality, reveal even greater differences regarding the health care available to children and infants. The death of a child is nearly always the result of a morbidity process that starts with malnutrition or hygiene problems and is made worse by the lack of access to appropriate care. The table below brings together the latest information on these aspects with a set of indicators.

Whether for preventive measures such as immunization against specific diseases, or curative treatment involving the health care services when needed, the social status is shown to be a determining factor. Similarly, in the case of stunting or acute malnutrition, children from deprived backgrounds are those whose health is the most frequently threatened by these conditions. In the poorest families, only 18 % of children under the age of five are likely to see a doctor if they have a fever or symptoms of acute respiratory infection, whereas more than half (50.7 %) of children from the richest families will do so. Similarly, where one in three children from the poorest 20 % of the population suffers from stunting, only one in ten from the richest 20 % is prone to the same condition.

So we can see that a child's chances of survival and a healthy life are conditioned from the outset by the social inequalities that characterize the environment in which he or she is born. Other inequalities of a more behavioural nature add to the effect of these social drawbacks, with gender discrimination being the most



common in certain situations. According to the available data on gender-specific mortality, in Morocco the universal advantage enjoyed by females gradually disappears with age and gives way to excess female mortality in young girls (see Table 4). As we can see,

if female newborns run 31 % less risk of neonatal death than their male counterparts, this advantage drops to 23 % for post-neonatal death to become a 22 % greater risk of death in childhood.

Table 4

**Child mortality rates according to specific social and economic characteristics**

Socio-economic characteristics	Neonata mortality	Post-neonatal mortality	Infant mortality	Child mortality	Infant and child mortality
<i>Sex of the child</i>					
– Male	33	18	51	9	59
– Female	23	14	37	11	48
<i>Area of residence</i>					
– Urban	24	9	33	5	38
– Rural	33	22	55	15	69
<i>Mother's level of education</i>					
– Illiterate	33	19	52	11	63
– Primary	21	11	33	10	42
– Secondary or higher	17	6	23	4	27
<i>Well-being quintile</i>					
– Poorest	38	24	62	16	78
– Middle	25	12	37	10	47
– Richest	19	5	24	2	26

Source : PAPFAM (2003-2004).

In view of the exogenous nature of post-neonatal and child deaths, we have every reason to believe that the gender issue must have acted against the widely observed, natural advantage enjoyed by the female sex to such a degree as to engender a slight excess in female mortality. An in-depth survey on the circumstances surrounding infant and child deaths, carried out in 1998 by the Ministry of Health, made it possible to identify this excess female mortality as occurring between the ages of eight to eighteen months. It also revealed that malnutrition was partly responsible, which implies the existence of gender-based discriminatory practices concerning the feeding of newborn children – an implication which would tend to confirm our hypothesis.

However, the latest national health survey, the PAPFAM survey carried out in 2003-2004, does not seem to go

along with these findings. Whether it be in terms of malnutrition or immunization, no discriminatory trends emerge from this survey (see Table 5). Two other surveys on nutritional deficiencies among children conducted by the Ministry of Health produced results that did not contradict the absence of sexual discrimination in the feeding of infants, or at least did not reveal the existence of its effects. These surveys were the National Survey on Vitamin A deficiency (1996) and the National Survey on Iron deficiency (2000). Both these surveys came to the conclusion that there was no connection between anaemia and vitamin A deficiency and the sex of the child. However, the two surveys also clearly indicated that the socio-economic level of the family was a determining factor in the existence, or not, of these deficiencies.

**Table 5**  
**Immunization, medical treatment and nutrition of children under the age of five according to specific socio-economic characteristics**

Socio-economic characteristics	% of children having received all vaccines*	% of children having received no vaccines	% of children with ARI**symptoms or fever having had treatment	% of stunted children	% of children with chronic malnutrition
<i>Sex of the child</i>					
– Male	86,6	1,6	36,0	19,1	6,7
– Female	91,2	1,2	33,0	17,1	6,2
<i>Area</i>					
– Urban	93,5	1,0	43,3	12,9	3,8
– Rural	84,1	2,0	24,5	23,6	9,2
<i>Mother's level of education</i>					
– Illiterate	86,0	1,9	30,1	21,8	8,2
– Primary	91,8	0,8	38,7	14,3	4,0
– Secondary or higher	95,9	0,6	44,1	10,5	3,4
<i>Well-being quintile</i>					
– Poorest	80,7	2,8	18,0	29,1	12,0
– Middle	90,6	0,4	31,9	16,1	4,5
– Richest	97,4	0,7	50,7	10,2	3,3

Source : PAPFAM (2003-2004).

\* BCG, measles, three doses of DPT and polio vaccines.

\*\* Acute Respiratory Infection.

Given the lack of detail in these surveys and the sometimes contradictory results obtained, we feel the question remains unanswered. To answer it will require the design and conduct of more in-depth, better documented surveys, incorporating hitherto unexplored aspects. The image we have of each sex, the roles that we tend to attribute to them, our attitudes, behaviour and selective treatment of one or the other are all grey areas that need to be clarified. Investigations into these factors and the discrimination they induce, whether in terms of nutrition or care and attention in the broader sense, are few and far between and need to be more frequent and better designed in the future.

### **Social factors involved in the health of women of childbearing age**

If there is one tragedy that illustrates both the social insecurity and vulnerable health status of a large portion of the female Moroccan population, it is surely the

continuing high incidence of maternal mortality. Although the control of this mortality has been one of the Ministry of Health's main priorities for several years, maternal mortality levels remain very high. With around 227 maternal deaths per 100 000 live births, according to the 2003-2004 PAPFAM survey (8), it is still considered as being the highest recorded rate in North Africa. In Tunisia and Libya for example, the figures are respectively 70 and 75 maternal deaths per 100 000 births, in other words, three times lower than those in Morocco.

With a similar GNP per capita, Morocco and Jordan have radically different rates of maternal mortality (9), with 41 deaths per 100 000 births in Jordan, six times less than in Morocco. Investment in women's health and

(8) The same survey gave a rate of 186 maternal deaths per 100 000 births in urban areas and 267 in rural areas.

(9) See UNDP (2005), World Report on Human Development 2005.

interest in their social condition is of visibly greater interest to Jordanian officials than to their Moroccan counterparts. This goes to show that to succeed in the prevention and control of maternal mortality in particular and social and health vulnerability in general, it is not enough to carry out specialized programmes and actions. What is more important is for such programmes and actions to incorporate the component that determines their impact, in this case the social component.

Two surveys carried out by the Ministry of Health were directly aimed at identifying the main causes of the persistent excess of female mortality and the precarious state of health which a large number of women are forced to endure during pregnancy. These two surveys, one quantitative and on a national level and the other regional and qualitative (10), highlighted the powerful influence of a number of factors, several of which are not health-related.

One of the incriminated factors revealed by both surveys is low health care coverage. The lack of infrastructures,

the remoteness of health facilities and the absence of roads and means of transport, etc. are all constraints that prevent or greatly hinder the emergency referral of pregnant mothers or delay management of such cases by health personnel. Such a situation, which has now become rather frequent, can only lead to the weakening of their state of health and an increase in the death risk.

The long distances and time required to access the nearest health facilities are not the only obstacles to access health services. There are also financial barriers related to the affordability of access to the appropriate services. The National Survey on the Time Budget of Women (1997-1998) confirmed these facts. Whether it be in rural or urban areas, this survey revealed the extent to which many women are deprived of health care because they cannot afford them. In that survey, almost a quarter of Moroccan women in both rural and urban areas mentioned money as the reason for not consulting a doctor when ill (see Table 6).

Table 6

**Reasons why women did not consult a doctor during their last episode of illness (%) according to area of residence**

Reasons for not consulting	Urban	Rural	Both
Consultation with a fqih or clairvoyant	–	1,9	0,9
Recourse to traditional medicine	21,8	26,7	24,0
Self-medication or direct referral to a pharmacy	41,1	22,2	32,5
Transient illness or illness deemed not serious	8,0	16,8	12,0
Lack of money	24,5	2,9	24,7
Refusal by the husband	0,5	1,4	0,9
Other reasons	4,1	6,1	5,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Survey on the time budget of women (1997-1998).

The inability to pay for relatively costly modern treatment appears to be the key factor in pushing many Moroccan women to resort to self-medication and traditional medicine. The same survey revealed that nearly a quarter of Moroccan women still use traditional medicine and that almost a third of them are still obliged to resort to self-medication (see Table 6). These practices, which can only compound women's ill health,

(10) These studies were :

– Ministry of Health (1992), « Approche de la mortalité et de la morbidité maternelles au Maroc, INAS », (Approach to maternal mortality and morbidity in Morocco, National Health Administration Institute”

– Dialmy (2000), « La gestion socio-culturelle de la complication obstétricale, Ministère de la Santé-USAID »(Socio-cultural management of obstetric complications, Ministry of Health-USAID ».

are most common in poor areas where women deprive themselves, or are deprived of, health care because of their unfavourable socio-economic situation. Their incapacity to pay for medical treatment has been made worse since the structural adjustment programme that was carried out in Morocco in the 1980s. The effects of this program continue to be reflected in higher costs for health care, thus rendering it even less accessible to the poor.

The limited budget that the Moroccan government allocates to health spending is not enough to make up for the years of austerity imposed to the health sector during the decade when the structural adjustment programme was implemented. At barely more than 4 % of the GNP, the health budget remains below WHO recommendations and is low when compared to that of other countries with similar economies, such as Tunisia (11). This in a country where health insurance is still largely optional, with only 15 % of the population

covered, of whom the vast majority live in big cities. Social security is not widespread either, benefiting only 23 % of the working population, most of those being city-dwelling men.

In addition to material constraints, problems linked to gender make it even more difficult for women to seek treatment in case of illness and, sometimes deprive them of the right to health care. Denial of decision-making rights concerning their health remains a major problem facing a large portion of the female population in Morocco. According to the results of the National Survey on the Time Budget of Women (1997-1998), nearly half the women interviewed (47.1%) said they were obliged to go to medical consultations accompanied (see Table 7). This obligation was felt the most in rural areas, due to the much more alienating condition of women and their low status in the family. Indeed, nearly two thirds of rural women (67.8 %) confirmed this obligation, compared to only one third of urban women (34.1 %).

Table 7

**Percentage distribution of women according to the requirement to be accompanied during medical consultations**

Requirement to be accompanied during a medical consultation	Urban	Rural	Both
Obligatory	34,1	67,8	47,1
If the woman's health condition requires it	36,8	24,3	32,0
Not obligatory	29,1	7,9	20,9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Survey on the time budget of women (1997-1998).

This shows how the constraints suffered by a large number of Moroccan women and the limits imposed on them by these constraints affect their most fundamental right, that of having free recourse to medical care when they need it. In such a context, one can hardly expect telling results from programmes and initiatives aimed at improving the health of Moroccan women. As long as this situation lasts and as long as lack of education and poverty continue to exist at their current levels, these programmes and actions will only achieve incongruous results with limited impact. Promoting and improving the health of Moroccan

women will only be possible if the social and economic conditions in which they live are equally improved. The success or failure of future measures taken to reach this objective will largely depend on the will of those involved to integrate the social and economic dimensions affecting the health situation.

In addition to the above-mentioned social and economic constraints, the weaknesses and shortcomings that

(11) See UNDP (2005), World Report on Human Development, 2005.

continue to handicap the Moroccan health system increase the risks affecting the health of women in Morocco. In such a context, the very act of giving birth is often a danger to the health of a large portion of the Moroccan female population. The social and health conditions in which many women are forced to

give birth bear witness to the serious threats to the health of both future mothers and their children. The indicators shown in the following table illustrate the magnitude of these threats, particularly for women at the bottom end of the social ladder, or those handicapped by their lack of education or living conditions.

Table 8

**Percentage of women who had no antenatal or postnatal care and of women who gave birth at home or with the assistance of a traditional midwife among the total number of women who gave birth to live children during the last five years and according to some characteristics**

Socio-economic characteristics	% of women who did not receive antenatal care	% of women who had no postnatal visit	% of women who gave birth at home	% of women who were attended by a traditional midwife during delivery
<i>Area of residence</i>				
– Urban	15,1	83,7	16,4	7,7
– Rural	52,1	96,4	61,1	33,8
<i>Mother's educational level</i>				
– Illiterate	44,5	94,7	52,4	28,2
– Primary	21,5	88,9	23,8	12,6
– Secondary or higher	6,6	79,9	7,6	3,4
<i>Well-being quintile</i>				
– Poorest	6,3	97,1	70,5	39,9
– Middle	29,4	89,9	31,8	14,1
– Richest	6,9	73,6	6,0	3,1
<b>National</b>	<b>67,8</b>	<b>93,4</b>	<b>38,5</b>	<b>20,6</b>

Source: PAPFAM (2003-2004).

Antenatal care, for example, is still far from being common practice among the female population in Morocco. No less than six out of ten women belonging to the least well-off social class have never received this kind of care during their pregnancy. In rural areas, the figure is more than five out of ten. The same applies for illiterate women, with nearly half (44.5 %) being deprived of such care. On the other hand, only one in ten of the better-off and better-educated population of women suffered from this form of exclusion and only two out of thirty in urban areas.

Only a minority of Moroccan women can enjoy the luxury of giving birth under medical supervision.

According to the latest statistics, nearly one in every four Moroccan women still gives birth at home. This practice remains the most common among rural and illiterate women, or those living in the most difficult social conditions. Indeed, while less than one child in ten is born at home in better-off and better-educated families, this proportion is at least seven times greater for children born of mothers with the lowest socio-economic profile. The figure is 52.4 % for illiterate mothers and 61.1 % and 70.5 % respectively for mothers living in rural areas and those from the poorest social category, a clear proof of the large-scale shortcomings in health coverage affecting this most

basic of health care needs and a clear indicator of the extent to which social exclusion creates a lack of coverage with basic health services. It is, indeed, obvious from these figures that mothers-to-be from deprived backgrounds run a far greater risk of complications arising from childbirth at home which often takes place in unhygienic conditions and with no supervision.

Poverty, lack of education and difficult access to basic health services are all social and economic handicaps that force a large number of Moroccan families to resort to a traditional midwife during childbirth. Again, it is among the most socially vulnerable women that this type of practice is the most widespread. Nearly one in four women (39.9 %) from this category has had to seek the assistance of a traditional midwife for the birth of their child. In rural areas that suffer the most from the lack of health services in general and maternal health services in particular, more than a third of children (33.8 %) are born in such conditions. As for illiterate women, their lack of education and unfavourable socio-economic situation lead 28.2% of them to seek the assistance of a traditional midwife during childbirth.

Of all the health needs linked to childbirth, those concerning postnatal care remain by far the least well provided for. On a national level, even in the best-off social categories, the postnatal visit is still uncommon practice among Moroccan women. On a national level, more than nine women in ten have never had a postnatal visit after childbirth. Seven out of ten women from the wealthiest social class have not received postnatal care and illiterate women, those living in rural areas and those at the bottom end of the social scale have, needless to say, benefited much less from such care. At best, only one in ten women from these categories had a postnatal visit.

However, one must recognize that the lack of facilities and medical personnel and the fact that many people do not have the financial resources to meet their health care needs are not the only factors that determine Morocco's limited health coverage. Other behavioural and cultural factors would appear to be the cause of the low demand for this type of services among women of all social backgrounds. These women's perception

of their health, the need for medical care at different stages of their reproductive life and the decision-making priorities they allow themselves, or are allowed with regard to this subject, are all key factors that lead to varying degrees of negligence in postpartum care.

Institutional factors linked to the quality of the services provided and the way in which the service providers are perceived by the population also merit our attention. Many studies have shown that even when health services are free and easily accessible, it is not certain that they will be actually utilized. Of these studies, that carried out by Dialmy (2001) showed the existence of a number of communities that actually had adequate and readily accessible health facilities and yet still did not make use of them. We should also mention the socio-anthropological study, carried out in 1996 by the Ministry of Health in the northern provinces of Morocco. This study had the merit of identifying a number of factors that caused people to back away from using the health services. Among these factors, the following are of particular interest: client selection, bad customer relations, poor treatment, disdain and even insulting clients. All these factors can only dissuade the already deprived social classes and further limit their use of health services.

At the end of this study, limited by circumstances to particular, but nonetheless important aspects concerning the impact of social conditions on health, we can draw a number of conclusions and learn some interesting lessons for the future. These conclusions and lessons cover a variety of areas including data collection, research and action. The statistical information they produce, the analysis of causal links they permit, the progress in terms of knowledge they represent and the improved targeting of future actions they lead to are all elements that constitute a barometer which indicates the level of interest shown by the public authorities, researchers and decision-makers in the social and health conditions of the population.

Advances made in any one of these fields are bound to condition those we expect in others. As such, they are wholly interdependent and their coherence and coordination are determining factors in the success or failure of any social or health policies. Research cannot progress without access to reliable and sufficiently

detailed information. It is clear that the success of future actions depends on the degree to which prior research asked the right questions and provided the clearest and most detailed answers. All this so that the measures to be taken, in both the social and health sectors, may be based on genuine knowledge that fully takes into account the target context.

This being said, it must be stated that whether in terms of quality or quantity, the information hitherto collected and disseminated on aspects liable to facilitate an approach to health problems from a social point of view remains limited. Considerable efforts have certainly been made to make up for this lack of information, but these are still insufficient if we are to have any real chance of shedding some light on the numerous grey areas that continue to cloud the subject.

It is clear that the persistent lack of information concerning basic social and health issues inevitably leads to a narrowing of the realm of investigation available to researchers. Like the sources of information on which they rely, studies and research programmes on specific Moroccan health issues are still dominated by poles of interest that have become classical and recurrent. Reproductive health and associated subjects remain the dominant themes in all of these studies. Adolescent health, the health of menopausal and older women, the health status of males above the age of infancy are all subjects for which the collection of information and research programmes are still rare and highly marginalized. Given the demographic importance of these categories, one cannot but recognize the immensity of the grey area that continues to blight so many aspects relating to the health of the Moroccan population.

Along with the almost total lack of knowledge concerning the health problems of these categories and the fact that it is impossible to examine the social conditions in which they lie, our understanding of certain aspects of the health and social conditions of those categories that have paradoxically attracted the most attention – children and women of childbearing age – remain decidedly approximate. Indeed, it must be said that research and study conducted so far on health issues specific to the latter categories are quite often flawed as a result of their overly descriptive

nature and the fact that they rarely place the target populations in their proper context.

While there is no doubt that we now have more precise figures concerning some aspects of women and children's health and their differential variations according to common variables, we are still waiting for answers to a number of questions. To what extent does each determining social factor influence a specific health risk ? At what stage does this factor intervene in the causal chain that leads from a state of good health to one of vulnerability and perhaps even to the start of the morbidity process ? What are the relationships and interrelationships between the factor in question and other factors and are the others of a social nature or related to other issues? In what context and social category is the impact of such a factor likely to increase or decrease ? What other invisible and not always quantifiable factors are likely to accentuate or lessen this impact ? etc. These are just some of the questions that remain unanswered at this stage and which future investigations should address as quickly as possible.

Like the research and information they rely on, the policies and action programmes carried out with the aim of ensuring the right to health and widespread access to health services are not without their weaknesses. Of these, the main one is the lack of attendant measures that need to be taken in order to support them and give them a maximum chance of succeeding. Many actions have been taken with the aim of progressing towards better quality and more equitable health care systems, but with poor results and accordingly little progress made. The main reason for this lack of results is the fact that no parallel actions have been undertaken to tackle the many social problems which continue to weigh heavily on the health conditions of large segments of the population. The success or failure of future policies and programmes will depend, first and foremost, on the extent to which they take into account the multidimensional nature of health in general and its subjection to social conditions in particular.

The almost systematic absence of any effort to adapt to the context, along with the ineffectiveness of the attendant measures gives the above policies and

programmes even less chance of success. Designed for the most part on a national level, such policies and programmes are not only nearly always directed towards sub-populations with specific socio-economic profiles, but also and more importantly, distinct cultures and ways of life. For example, while the impact of gender on the health of Moroccan women is now obvious, it seems that decision-makers are still not concerned by the need to take this factor into account when formulating policies and developing programmes. The role of men in specific problems to do with women's health (family planning, for example) is starting to be recognized, but we are still a long way from a gender-based health policy in Morocco.

Overall, genuine progress in Moroccan health and easy and socially equitable access to health services are still a long way off. The different steps on the road to that goal are manifold and not easily negotiated. The different aspects requiring attention and effort in the future are varied in nature. There are many shortcomings and backlogs and the problems they pose are of varying complexity; the time required to rectify them is equivalent to that lost to date. In health and social matters, as in all matters, knowledge comes before action and the development of a complete and powerful information system is an essential step towards a level of knowledge that will enable coherent and perfectly targeted action.

However, although the available information on the social aspects of health has not been of a satisfactory level for the present study, the analysis that we were able to carry out did lead to some interesting conclusions. The constant and complex interrelationship between social and spatial factors and the scale of the resulting inequalities in terms of health is one of the most fundamental conclusions. The heavy weight of gender-based relations on the health of Moroccan women in specific contexts is another. The excessive vulnerability of women and children's health to the social conditions that characterize their daily existence is another noteworthy conclusion. The critical role played by poverty, lack of education, isolation and remoteness of basic health facilities in conditioning the health status and opportunities to access to medical care for these categories of the population in the event

of illness can be added to the list of important conclusions reached in this study.

We certainly do not claim to provide perfect answers to all the questions raised during this report. Our ambition is rather modest and consists of coming up with answers, at least partial, to the questions that concern us. The results obtained and the resulting conclusions do, nonetheless, enable us to point out substantial social inequalities affecting health. The analysis that led to these conclusions and the lines of thought and research that went along with them constitute a pertinent contribution to progress in terms of understanding and awareness of the problems caused by social and health inequalities in a society which illustrates them so perfectly. For us, this study represents an exploratory phase which we consider to be an essential base for future developments.

We cannot, however, end this report without mentioning the promising effects on the health and living conditions of those populations most subject to marginalization and social exclusion heralded by the recent National Human Development Initiative (Initiative Nationale pour le Développement Humain – INDH). Launched less than a year ago in accordance with directives from the King's speech on 18 May 2005, this initiative is both innovative and ambitious and boasts a multidimensional and multi-partner approach. Acting in response to the unsatisfactory results achieved by non-integrated and unsystematic sectoral action, its aim is to eradicate the pockets of poverty in rural and urban areas and to bring the standard of living and social conditions of the most underprivileged populations in line with rest of the country. It will concentrate on integrated and targeted action programmes that will benefit 360 rural communities housing nearly 3.5 million people, along with no less than 1.5 million people living in 250 crowded urban neighbourhoods. These communities and neighbourhoods were previously identified as being the most seriously affected by insecurity and social shortcomings of all kinds.

Similar in many ways to the BDN approach launched by WHO in the early 1990s and tested in several provinces in the Kingdom since then, the INDH is characterized by its broader geographical range and



greater number of fields of intervention. On one hand and as its name suggests, it is a nation-wide initiative and not confined to some communities like the BDN projects. On the other and unlike the BDN approach, which aims to improve health by improving quality of life, this initiative has a much broader objective; that of human development through different actions starting with the eradication of poverty and social exclusion as a priority.

If we ignore the differences that exist between the two programmes, the INDH and BDN are based on a precise territorial diagnosis involving those concerned and share an integrated, multi-partner and participative approach. In addition, both promote a multi-dimensional approach to health issues and give top priority to social factors that are targeted for improvement. Access to basic facilities (water, electricity, healthcare, roads, etc.), strengthening human capital (promotion of literacy, training, employment, etc.), and creating income-generating activities (microfinance, cooperatives, etc.) are just some of the means by which the INDH and the BDN approach plan to improve the living conditions and health of the target populations.


However, if the actions undertaken in the BDN programme have already born fruit, those recently put in place by the INDH are too recent for us to speak of analysis and results. The highest authority's strong will to reach the goals set for this initiative, the human and material means that have been mobilized in order to do so and the resolutely innovative and realistic approach that has been adopted, all point to assured success for this initiative. The future will tell us and we certainly hope it will be the case. ■

## References

- Belouali R. & Guédira N. (1998), *Santé de la reproduction au Maroc (CIPD + 10)*, Rapport de synthèse, 61p.
- CERED (1998), *Genre et développement : Aspects socio-démographiques et culturels de la différenciation sexuelle*, CERED, Rabat, 324 p.
- CERED (1998), *Santé de reproduction au Maroc : facteurs démographiques et socioculturels. Etudes Démographiques*, CERED, Rabat, 338 p.
- Dialmy A. (2000), *La gestion socio-culturelle de la complication obstétricale*, ministère de la santé, USAID, 116 p.
- Dialmy A. (2001), *Les problèmes relationnels entre parturientes et personnel paramédical dans la région Souss-Massa-Draa*, ministère de la santé, USAID, 27 p.
- Direction de la statistique (1996), *Enquête Nationale sur la Famille 1995*, Rapport de synthèse. 276 p.
- Direction de la statistique (1999), *Conditions socio-économiques de la femme au Maroc, Enquête nationale sur le budget temps des femmes (1997-1998)*, Rapport de synthèse, vol. 1, 152 p. et vol. 2, 198 p.
- Direction de la statistique (2000), *Enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages (1998-1999). Premiers résultats*, 246 p.
- Direction de la statistique (2002), *Accessibilité aux soins de santé et niveau de vie*, 326 p.
- Direction de la statistique (2003), *Annuaire statistique du Maroc 2003*, 730 p.
- UNFPA (2000), *L'état de la population mondiale 2000*, UNFPA, 76 p.
- Gage A.J. et Njogu W. (1994), *Gender inequalities and demographic behaviour*, The population Council, 84 p.
- Mason K.O. (1995), *Gender and demographic change : What do we know ?*, IUSSP monograph, IUSSP, 31 p.
- Ministère de la Santé (1984), *Enquête Nationale sur la Fécondité et la Planification Familiale (1979-1980)*, Rapport en 5 volumes.
- Ministère de la Santé (1992), *Approche de la mortalité et de la morbidité maternelles au Maroc*, INAS, 130 p.
- Ministère de la Santé (1993), *Enquête nationale sur la population et la santé (ENPS-II) 1992*, DHS, Service des études et de l'information sanitaire, 279 p.
- Ministère de la santé (1996), *Enquête nationale sur la carence en vitamine A 1996*, Direction de la Population, 58 p.
- Ministère de la santé (1996), *Etude socio-anthropologique dans les provinces du nord du Maroc*, Direction de la population, 123 p.


- Ministère de la santé (2002), *Santé en chiffres*, 2000 236 p.
- Ministère de la santé (1998), *Les hommes et la planification familiale au Maroc : du côté des "oubliés"*, Direction de la population, 115 p.
- Ministère de la santé (1999), *Enquête Nationale sur la santé de la mère et de l'enfant (ENSME) 1997*, PAPCHILD, Service des Etudes et de l'Information Sanitaire, 333 p.
- Ministère de la santé (2000), *10 années d'Epidémiologie au service de la santé*, Direction de l'Epidémiologie et de la lutte contre les maladies, 217 p.
- Ministère de la santé (2000), *Causes et circonstances de décès infanto-juvéniles*, Enquête nationale, 1998. Direction de la Population, 177 p.
- Ministère de la Santé (2001), *Enquête Nationale sur la carence en fer, l'utilisation du sel iodé et la supplémentation par la vitamine A*, 2000, Direction de la planification et des ressources financières, 84 p.
- Ministère de la santé (2002), *Plan stratégique national de lutte contre le sida 2002-2004*, Direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies, 56 p.
- Ministère de la santé (2005), *Enquête sur la population et la santé familiale (PAPFAM 2003-2004)*, Service des études et de l'information sanitaire, 329 p.
- Obermeyer C.M. (1995), *Family, gender and population in the Middle East, Policies in Context*, The American University in Cairo Press, Cairo, 230 p.
- Ostergaard L. (1992), *Gender and development, A practical guide*. Routledge, London and New York, 220 p.
- UNDP (2005), *World Report on Human Development 2001*, UNDP, 264 p.
- Secrétariat d'État Chargé de la Protection sociale, de la famille et de l'enfance (1998), *Plan d'Action pour l'intégration des femmes au développement*, Banque Mondiale, 118 p.
- Toubia N. et al (1994), *Arab women : A profile of diversity and change*. The Population Council, 64 p.
- Yaakoubd A-I (2004), « Genre et santé », in *Masculin-Féminin, la marche vers l'égalité au Maroc 1993-2003*, Edité par Friedrich Ebert Stiftung, p 233-276.

**Les Cahiers**  
d u P l a n




**Forum sur la société marocaine**  
*Quelle est la meilleure posture pour le Maroc ?*

**Incitations fiscales**



**Modèle macro-économique**



**Parc logement et structure sociale**

N° 12 • Mars-avril 2007 • Prix: 20 Dh

## الرئس

أحمد الحلىمى علمى  
المندوب السامى للخططط

## تأسس ورئاسة التهرىر

أحمد الكوهن المغلى

## اللجنة العلمىة

أحمد ابراهىمى  
عبد الرحمان حواش  
عبد اللطىف الفراه  
مصطفى أفقىر  
أحمد اجمىلة  
جمال بورشاشن  
محمد دوىدش  
على العقاوى  
عبد الحق علالات  
عبد العزىز معلمى  
مراد كروانى

## الناشر

المركز الوطنى للوثىق  
الهاتف : 037 77 10 32  
037 77 09 84  
037 77 30 08  
الفاكس : 037 77 31 34  
أكدال، الرباط

## الإىءاء القانونى

2004/139

## منشورات

المندوبىة السامىة للخططط  
البرىء الإلكترونى :  
cahiersduplan@yahoo.fr  
الموقع الإلكترونى :  
Site : www.hcp.ma

## إنجاز

دوىان 3000

## المطبعة

المعارف الجدىءة  
الهاتف : 037 79 47 08 / 09

# محتوىات العدد

■ **موضوعىة والتزام** : أطروحات حول العلاقة بىن العلوم الاجتماعىة وصنع

## القرار

محمد المنار العلمى

■ **مئلث النمو الاقصادى، التفاضوت، الفقر** : حصىلة حول جدلىة الأطروحات

خلىء السوىى

■ **نموذج اقصادى قىاسى لإءءاء توقعات عرض مناصب الشغل**

جمال بختى

■ **البءء الاجتماعى للصحة بالمغرب**

ىعقوبء عبء الإله

دفاतर التخططط تنشر المقالات حسب اللغة التى كتبت بها.

الكتاب مسؤولون على محتوى مقالاتهم.

ىمكن قراءة مقتطفات من هذه المجلة على الموقع الإلكترونى

للمندوبىة السامىة للخططط.

ملخص حول موضوع :

## موضوعية والتزام

### أطروحات حول العلاقة بين العلوم الاجتماعية وصنع القرار

بقلم محمد المنار العلمي، م.و.إ.ق.ت.

في طابعها الإجرائي والعملي الذي يتجلى في كونها أداة لتوجيه الفعل السياسي وتنوير صانع القرار. كما أنها ذات أهمية لاستشراف المستقبل.

وقد شكلت تلك الأفكار وغيرها خلفية نظرية نوقشت على ضوءها العلاقة بين الباحث في العلوم الاجتماعية بمختلف شرائحه (من «أكاديمي» و«ملتزم» و«خبير» و«باحث موظف»)، من جهة وصانع القرار من جهة أخرى.

ولعل أبرز مؤشر لضرورة التقارب بين الباحث في العلوم الاجتماعية وصانع القرار وإمكانية حدوث ذلك التقارب هو ما تقوم به اليونسكو من دراسات وندوات في مجال دراسة التحولات الاجتماعية، وتقرير الخمسينية حول التنمية البشرية، والدراسات حول استشراف المستقبل التي تقوم بها الوزارة المكلفة بالتخطيط. ■

يقترح المقال بعض الأفكار حول الإشكاليات التالية :

تشكل العلوم الاجتماعية منذ بداية نشأتها مشروعاً علمياً وكان البعد الإنساني وما يزال ملازماً لها. وإذا ما تغيرت عبر الزمن المقاربات والنظريات، مواكبة بذلك التغيرات

التي تشمل المجتمع والاقتصاد والثقافة، فإن البعد الإنساني يعد من الثوابت. ولعل «التنمية البشرية المستدامة» - كإطار نظري وممارسة تنموية - تجسد مثالا جلياً لذلك.

للعلوم الاجتماعية عدة أبعاد، منها ما يتعلق بالإدراك (إن تشكل «نظرات» يمكن من خلالها رؤية العالم). كما أنها مطالبة بأن تكون «علوماً اجتماعية مواطنة»، ملتزمة، تواكب قضايا العصر وقضايا التنمية، معتمدة في ذلك مبدأ النقد. وتكمن أهميتها كذلك



ملخص حول موضوع :

## مثلت النمو الاقتصادي، التفاوت، الفقر :

### حصيلة حول جدلية الأطروحات

بقلم خلود السودي، م.س.ت.

ثانية للبحث. وقد خلصت أطروحات هذه الأبحاث الجديدة إلى أن النمو وتوزيع المداخيل قد تتداخل وتنعكس على مسار الفقر. لكن قياس درجة الاستقلالية أو التداخل بين هذين العاملين تظل غامضة، لاسيما عند محاولة تحديد السبل التي من شأنها تحويل وقع النمو الاقتصادي والتفاوت على وضعية الفقر.

وأفادت حصيلة العلاقات بين النمو الاقتصادي والتفاوت والفقر إلى عدم وجود روابط ثابتة بين هذا الثلاثي. فقد ثبت أن نموا اقتصاديا سريعا غير كاف لتقليص الفقر، بل يحتمل أيضا أن يهشم فئة من المجتمع وأن يزيد في حدة التفاوتات. كما أن من الممكن تلازم النمو الاقتصادي وتراجع الفقر شريطة أن تساهم وتيرة النمو في حصر التزايد في التفاوتات. علاوة على ذلك، فإن التغيير في درجة التفاوت تجعل علاقته بالنمو الاقتصادي تتباين حسب طبيعة السياق بدون وجود علاقة واضحة بينهما من أي نوع كان. واتضح كذلك أن للتفاوتات الكبيرة آثارا سلبية على مفعول النمو الاقتصادي، بحيث أن انعكاسه على تراجع الفقر يتم بوتيرة أدنى. ■

كلما تم التطرق لإشكالية التنمية، خاصة بالنسبة للدول النامية، يفرض سؤال مركزي وأساسي نفسه حول أولوية السياسات التي يجب نهجها لإيجاد حل للمعضلات السوسيو اقتصادية المتجلية أساسا في العوز والتباين الاجتماعي : هل يجب إعطاء



الأسبقية للنمو الاقتصادي أم لمكافحة الفقر والتفاوت أم فقط للحد وكبح جماح التفاوت ؟

إن الإجابة على هذا السؤال، يقتضي بقاء ذي بدء تحليل طبيعة العلاقة التي تربط بين النمو الاقتصادي والتفاوت والفقر. وهي العلاقة التي أثار اهتمام الباحثين منذ أوائل القرن العشرين، خاصة بعد نشر دراسة إحصائية توضح العلاقة بين النمو الاقتصادي والتفاوتات من طرف الاقتصادي سيمون كوزنيت. إلا أن الأبحاث الأخيرة، خاصة بعد سنوات الثمانينات، حول طبيعة هذه العلاقة، أبرزت التباسا في ماهيتها وأعدت طرحها

ملاخص حول موضوع :

## نموزج اققتصادي قياسي لإعداد توقعات عرض مناصب الشغل

بقلم جمال بختي، م.س.ت.

اقتصادي. وهو نموزج قياسي (MCE) يربط التوازن البعيد المدى بين النمو الاقتصادي ومناصب الشغل المحدثه من طرف القطاعات المنتجة غير الفلاحية مع ديناميكية التصحيح القصير المدى. ويمكن هذا النموزج من إعداد توقعات مناصب الشغل التي يمكن للقطاعات المنتجة غير الفلاحية أن تحدثها على المدى القصير.

وترتكز المقاربة المعتمدة لإعداد هذا النموزج على الصيغة التي أعدها Breshling سنة 1976 والتي تستعمل في مثل هذه النموزج لإعداد توقعات مناصب الشغل التي يمكن إحداثها. ويعتبر هذا الصنف من النموزجة، الأداة التي تترجم السلوك الديناميكي للتشغيل الذي يتأقلم ويتعدل لاحقا مع تغيرات الإنتاج.

ويتبين من خلال هذا العمل التطبيقي أن التشغيل في القطاعات المنتجة غير الفلاحية، يرتبط بشكل متوازن على كل من المدى القصير والطويل بالنمو الاقتصادي المقاس بنمو الناتج الداخلي الإجمالي لهذه القطاعات. كما يتبين من نتائج التوقعات المنجزة بواسطة هذا النموزج أنها جيدة وتساير منحى المعطيات الإحصائية الأصلية. ■

أدى الاختلال المتزايد بين اليد العاملة المتوفرة ومستوى التنمية الاقتصادية في المغرب، خلال السنوات الماضية، الى ارتفاع معدلات البطالة على الصعيد الوطني. فالنمو الاقتصادي الذي يمثل العامل الأساسي المؤثر في مستوى العرض بالنسبة لسوق

الشغل لم يأخذ بعد منحى قويا ومستداما، في حين أن الساكنة التي هي في سن النشاط الاقتصادي والتي تشكل المكون الأساسي الذي يحدد سلوك الطلب في سوق الشغل ما فتئت ترتفع أكثر فأكثر.

وهكذا، وبالرغم من الإصلاحات والسياسات المعتمدة من طرف السلطات العمومية في ميدان التشغيل، فإن عرض مناصب الشغل، نظرا لضعف مستويات النمو الاقتصادي، لم يتمكن من مسايرة ارتفاع الطلب. وهذا ما أدى الى ازدياد اختلال سوق الشغل.

ويهدف هذا العمل إلى إبراز العلاقة الموجودة بين النمو الاقتصادي بالمغرب ومناصب الشغل المتوفرة من خلال نموزج



ملخص حول موضوع :

## البعد الاجتماعي للصحة بالمغرب

بقلم يعقوب عبد الإله، م.و.إ.ق.ت.

على إنجازها مديرية الإحصاء كالبحت الوطني حول مستويات المعيشة (1998-1999) والبحت الوطني حول تدبير وقت المرأة (1997-1998).

وتبين هذه الورقة، عبر التحليل والمعطيات، مدى الانعكاسات الاجتماعية على الجانب الصحي ومدى ارتباط المؤشرات الصحية بالمؤشرات ذات البعد السوسيو اقتصادي والثقافي. كما تتناول بالتحليل إشكالية التداخل بين الفوارق الاجتماعية من جهة، والفوارق الجهوية من جهة أخرى وانعكاساتها على المستوى الصحي وإمكانية الاستفادة من التأطير الطبي والعلاج.

ولفهم أفضل لإشكالية البعد الاجتماعي للصحة، تنص هذه الورقة على مجموعة من التوصيات وتسطر أولويات البحوث المستقبلية في المغرب على ضوء النتائج المحصل عليها والمشاكل المطروحة بغية تشخيص أدق لهذا البعد. ■

تتطرق هذه الورقة إلى إشكالية البعد الاجتماعي للصحة بالمغرب، وتتناول هذه الإشكالية من خلال مقاربات سوسيو اجتماعية عدة، أهمها : النوع، مستوى المعيشة، وسط العيش، الأمية، الفقر، الاستفادة من التجهيزات الأساسية وعلى رأسها التزود بالماء الصالح للشرب.



وتعتمد في ذلك على معطيات متنوعة مستقاة من البحوث الميدانية التي تم إنجازها بالمغرب، خاصة تلك التي اهتمت كليا أو جزئيا بالجانب الصحي أو الاجتماعي، أو بهما معا. ونخص بالذكر البحوث الميدانية المنجزة من طرف وزارة الصحة كالبحت الوطني حول صحة الأم والطفل (1997) والبحت الوطني حول السكان وصحة الأسرة (2003-2004) وتلك التي أشرفت